l'Anticapitaliste

n°214 | 24 octobre 2013 – 1,20 €

l'hebdomadaire du **NPA** ~ **www.NPA2009.org**

C'EST PAS LES IMMIGRÉS, C'EST VALLS QU'IL FAUT VIRER

M 04249 - 214 - F: 1,20 €

Dossier

Contre l'Europe des barbelés, liberté de circulation ! Pages 6 et 7

ÉDITO
« Face aux injustices, la révolution est une obligation » Page 2

PREMIER PLAN
Qatar : mourir au travail
Page 3

ACTU POLITIQUE
Front de Gauche : haute tension
Page 4

LIBRE EXPRESSION
Pogrom à Moscou : l'économie du racisme
Page 12

édito

Par **CHRISTINE POUPIN**

« Face aux injustices, la révolution est une obligation »

Cette phrase, qu'on pouvait lire sur une banderole samedi 19 octobre à Lisbonne, donne la mesure de la colère qui s'étend dans toute l'Europe. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Les mêmes politiques d'austérité répandent la même pauvreté. Des budgets semblables provoquent le même jour des manifestations de dizaines de milliers de personnes en Italie et au Portugal.
À Lisbonne et Porto, les manifestantEs refusent une nouvelle cure d'austérité. Parmi les mesures les plus contestées figurent des réductions de salaire de 2,5 à 12 % pour les fonctionnaires et des retraites de près de 10 % pour les anciens salariés du secteur public. À Rome, ils étaient des dizaines de milliers à manifester contre le plan de rigueur budgétaire annoncé la veille par le gouvernement Letta, qui se concrétise par d'importantes coupes dans les prestations sociales. Ils et elles exigeaient *« un logement et un salaire pour tous »*.
Au Portugal, les manifestants réclament la démission du gouvernement de centre droit et une nouvelle manifestation est appelée pour le 1er novembre. À Rome la manifestation regroupait aussi bien le syndicat autonome Cobas, des militants des droits des immigrés ou du droit au logement que les « No-Tav », opposants au projet de TGV Lyon-Turin. Dans les deux cas, les gouvernants répondent par la répression. Au Portugal, ils prétendaient empêcher les manifestations de passer par les ponts. En Italie, un très important dispositif policier avait été déployé et une quinzaine de personnes ont été interpellées.
Ce n'est ni une coïncidence ni un hasard du calendrier. Dans toute l'Europe, les gouvernements, qu'ils soient de droite, du centre ou socialistes, imposent des politiques d'austérité sans fin. Partout ils essaient de faire croire que ces politiques sont un mal nécessaire pour rembourser la dette, réduire le déficit, sortir de la crise… Leur Europe de la concurrence libre et non faussée aboutit à une course infernale à qui tirera le plus les exploitéEs vers le bas, vers plus de précarité, plus de pauvreté, plus de désespoir… Notre Europe était dans la rue ce samedi à Rome, Lisbonne ou Porto.

BIEN DIT

On sait bien ce que pense [le Front national] *: c'est les Noirs dans les branches des arbres, les Arabes à la mer, les homosexuels dans la Seine, les juifs au four et ainsi de suite.*

Christiane Taubira samedi 19 octobre, en réponse au propos d'une candidate du Front national aux élections municipales dans les Ardennes la comparant à un singe.

À la Une

C'est pas les immigrés, c'est Valls qu'il faut virer !

Heureusement, la jeunesse est là. En faisant irruption sur la scène médiatique jeudi dernier, le mouvement lycéen a redonné en quelques instants des couleurs à l'atmosphère politique et sociale. Pas de quoi crier victoire bien sûr, d'autant plus que Leonarda ou Khatchick ne sont toujours pas rentrés en France. Pourtant, quelque chose a changé…

Ce sursaut de dignité a déjà gagné par son insolence qui constitue un pied de nez magistral au climat ambiant nauséabond dans lequel l'ensemble de la société semblait s'enfoncer inéluctablement. Un mouvement lycéen sous « la gauche » n'arrive déjà pas si fréquemment, mais une mobilisation de cette nature contre la politique du gouvernement en matière d' « intégration », c'est du jamais vu. Et c'est en premier lieu à Manuel Valls que nous devons ce registre inédit.

La rue reprend ses droits

Le ministre de l'Intérieur n'aura pas mis quelques semaines pour passer du discours aux travaux pratiques sur le « dossier » Roms. Mais une famille expulsée vers le Kosovo parmi tant d'autres sort de l'ombre car une des filles, Leonarda, absente le soir de l'expulsion des siens, se fait arrêter le lendemain dans la cadre d'une sortie scolaire. La petite goutte d'eau qui fait déborder le vase. L'émotion, la colère et chacun de découvrir d'autres « Leonarda ». À Paris, le cas du jeune Arménien Khatchik mobilise lui aussi ses camarades.
Et voilà des milliers de jeunes qui battent le pavé. Un pavé qui résonnait si peu ces derniers temps. Des milliers de visages, de voix, de slogans, de témoignages, qui tournent en boucle sur nos écrans, jusqu'alors réservés aux discours sécuritaires et autres reportages stigmatisants. Voilà au journal de 20 heure le droit à l'éducation pour tous, le droit d'asile, l'égalité des droits, et la démission de Valls réclamée par la rue… Autant de paroles subversives qui révèlent une fronde plus globale, celle d'une jeunesse qui ne met pas genoux à terre contre le racisme et qui conteste l'extrême-droitisation de la société. La plus belle réponse à l'air du temps.

Révoltant et inhumain

C'est l'amorce explosive d'une résistance qui reste à construire. Au mouvement ouvrier, aux organisations étudiantes, antiracistes, et à la gauche non gouvernementale de la consolider et de l'élargir au plus vite. Car le gouvernement ne désarme pas et s'enferre dorénavant dans un positionnement qui n'a rien à envier à Hortefeux ou Guéant. Après avoir transpiré quelques gouttes de sueur et de stress sous le soleil des Antilles, Valls est revenu, adoubé par Hollande.
Car, en ne proposant que le seul retour de Leonarda en France, Hollande a pris une position aussi révoltante qu'inhumaine. D'abord à l'encontre du droit international concernant le droit pour les migrants de vivre en famille. Mais il a aussi fait le choix de remettre en cause, cette fois ci officiellement, le droit à l'éducation pour tous les enfants scolarisés, avec ou sans papiers. Il ratifie et cautionne l'expulsion des frères et sœurs de Leonarda pourtant scolarisés en France eux aussi. Qu'y a-t-il d'humain à demander à Leonarda de choisir entre sa famille et ses camarades de classe ?

Valls dégage !

Valls pourra s'enorgueillir d'être conforté dans sa course poursuite indécente l'UMP, qui, elle, ne sait plus quoi inventer pour coller au FN. Et dire que certains médias ont soupçonné un temps le locataire de la place Beauvau de partir en croisade contre le FN. Information rapidement démenti par l'intéressé. Pour une fois, on veut bien le croire car ce type de croisade nécessite du cran et du courage. Dépourvu de ces deux qualités, Valls préfère s'en prendre en conscience à la communauté dont il sait par avance qu'elle sera la moins défendus parmi les moins défendue : la communauté Rom.
Ce ne sont pas les Roms qui bousillent la vie quotidienne de millions de personnes, mais de fortunés capitalistes qui siègent dans les conseils d'administration de grandes banques ou de profitables groupes industriels et prennent la décision de licencier des centaines de milliers de travailleurs comme des kleenex afin d'augmenter leur retour sur investissement et autres dividendes. Ceux là sont bichonnés par le pouvoir… Les Roms, eux, harcelés et pointés du doigt. Cherchez l'erreur !
Composé de toutes celles et ceux qui s'entêtent à y rester, ce gouvernement est désormais frappé du sceau de la honte. Les lycéens nous montrent la marche à suivre. C'est bien Valls et sa politique qu'il faut virer !

Olivier Besancenot

JEUNESSE

Khatchik, Leonarda, revenez !

Voilà une semaine que les lycéens se mobilisent contre les expulsions de leurs camarades sans papier. Tout est parti du lycée Camille Jenatzy dans le 18e arrondissement de Paris où Khatchik a été arrêté puis mis en centre de rétention car il n'avait pas de titre de séjour…

Ses camarades, ainsi que des militants du RESF et du RUSF de Paris 4, se sont mobilisés et ont empêché qu'il soit expulsé jeudi 10 octobre en allant à l'aéroport. Il a malheureusement été expulsé deux jours plus tard vers l'Arménie que ses parents avaient fuie. Les lycéens ont décidé de se mettre en grève lundi 14 et d'aller convaincre d'autres lycéens de se battre avec eux. À cette colère s'est ajoutée l'annonce de l'expulsion de Leonarda et de sa famille. Il y avait déjà un sentiment de révolte contre la politique du gouvernement Hollande, et les expulsions ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. C'est ainsi que mercredi 16, les lycéens de Jenatzy ainsi que de plusieurs lycées, notamment de l'est de Paris, ont débarqué à un millier dans les rues, en direction du rectorat de Paris. N'ayant pas obtenu satisfaction sur leur revendication première, à savoir le retour de Khatchik, ils ont décidé de continuer la mobilisation.
Le mouvement est monté en puissance jeudi et vendredi, avec 170 lycées bloqués dans toute la France et plusieurs milliers de manifestants.

Dans la rue contre Valls

Cette mobilisation est un bol d'air frais dans une situation où la politique antisociale et raciste du gouvernement ne trouvait pas de résistance sur son chemin. C'est la meilleure réponse à tout le climat raciste qu'à connu le pays ces dernières semaines.
Cela démontre qu'il est possible de résister et de mettre en difficulté le gouvernement. Preuve en est le retour imprévu de Valls à Paris et les « réponses » qu'ont été obligé de donner Hollande et ses ministres.
L'ensemble des lycéens mobilisés ne sont pas là pour rater les cours comme le prétend Peillon, mais bel et bien pour se battre pour que leurs camarades reviennent. D'ailleurs, dans les manifestations, les slogans qui animaient les cortèges tournaient autour de l'arrêt des expulsions de jeunes et le retour de Khatchik et Leonarda d'une part, et la démission de Valls d'autre part. Le sentiment de solidarité entre les lycéens a également fait du chemin : on se bat pour ceux qui n'ont pas de papier mais aussi pour le droit à une éducation de qualité pour toutes et tous.

Un monde à changer

SANTÉ AU TRAVAIL. Les bonnes paroles officielles ne manquent pas en matière de santé au travail. Ainsi, pour vendre sa réforme des retraites, le gouvernement met en avant un dispositif « pénibilités ». Le président du Medef vient lui de qualifier d' « usine à gaz kafkaïenne » ce dispositif, ce qui augure mal de la volonté des patrons à mettre en œuvre ce volet d'une loi élaborée par un gouvernement tout entier à leur service. Mais ce refus vient de loin. Une bonne part des entreprises ont toujours refusé de remplir leurs obligations légales en la matière (et les autorités n'ont jamais rien fait de conséquent pour les y obliger) : seule une minorité des entreprises suivies par la médecine du travail établissent une fiche d'entreprise retranscrivant les expositions professionnelles et le nombre de salariés concernés. Sans volonté politique d'imposer d'autres comportements aux patrons et de redévelopper une médecine du travail indépendante, les salariés continueront d'être sacrifiés à la logique du profit.

QATAR

Mourir au travail

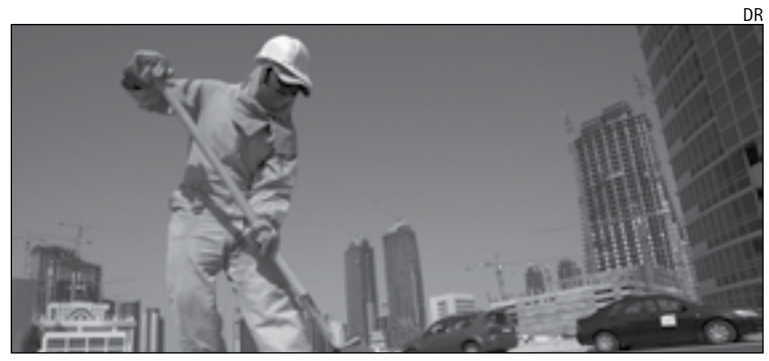
On a souvent les amis qu'on mérite. François Hollande semble avoir choisi les siens. Jeudi 17 octobre, le président de la République a mis les insignes d'un Commandeur de la Légion d'Honneur à l'ancien ambassadeur de l'émirat du Qatar à Paris, Mohamed Jaham Al-Kuwari, avant que ce dernier ne parte pour une nouvelle affectation à Washington.

La cérémonie a lieu en petit comité, en présence du PDG de Total, Christophe de Margerie, mais aussi de deux anciens ministres, Jack Lang (PS) et Renaud Donnedieu de Vabres (UMP). Au moment même où du monde entier, des regards interrogateurs étaient tournés vers cette monarchie du Golfe arabo-persique. De nombreuses voix se posant la question de savoir si les autorités internationales du football avaient vraiment bien fait d'attribuer l'organisation de la coupe de monde 2022 à l'émirat.
Cela pour plusieurs raisons. La FIFA, instance mondiale du football, s'inquiète de savoir si un événement sportif peut vraiment être organisé dans un pays où, en été, les températures peuvent atteindre ou dépasser les 50° C… Certains protagonistes ont donc proposé de changer la date du mondial et de l'organiser pour la première fois pendant l'hiver. Donc, hors période des grandes vacances dans beaucoup de pays, comme objectent d'autres. Le 4 octobre dernier, la président de la FIFA, Joseph Blatter, a annoncé *« une consultation de toutes les parties »* à ce propos, en reportant la prise de la décision à 2014.

Immigration, exploitation

Les fonctionnaires du sport auraient mieux fait de se poser une question autrement plus existentielle pour des millions de personnes… qui risquent tout simplement de mourir d'ici 2022. Des experts de la Confédération syndicale internationale (CSI), venus enquêter au Qatar au début du mois d'octobre, viennent de pronostiquer que 4 000 travailleurs immigrés perdraient leur vie d'ici l'ouverture de la coupe du monde, si le taux de mortalité actuellement observé perdure au même niveau. Il est dû au travail en plein désert, sous un soleil de plomb, onze heures par jour et six jours par semaine. La loi qatarie prévoit officiellement une pause quotidienne de 11h30 jusqu'à 15 heures afin d'éviter les plus grandes chaleurs… mais elle n'est tout simplement pas respectée. Les travailleurs meurent donc de déshydratation, d'hyperthermie, d'épuisement et/ou d'arrêt cardiaque, alors qu'ils ne sont souvent âgés que d'une vingtaine d'années. Le 26 septembre, le journal britannique *The Guardian* a publié une enquête concluant que le Qatar était un État pratiquant l'esclavagisme. Ainsi, du 4 juin au 8 août, pas moins de 44 ouvriers népalais sont ainsi morts sur les chantiers de construction mis en place pour la construction des sites de la coupe du monde.
Officiellement, les conditions de travail sur les chantiers ne sont pas si mauvaises que ça… pour les salariés directement recrutés par les principales firmes. Or, comment souvent, c'est chez les sous-traitants que se cachent les pires conditions d'exploitation. Par ailleurs, le royaume possède très peu d'inspecteurs du travail (les contrôles sont donc quasiment absents), et chaque salarié a besoin d'un « tuteur légal » pour entrer au pays, auquel il est soumis dans un rapport interpersonnel de type féodal. Sans son accord, le travailleur ne peut pas quitter le pays, et souvent les « tuteurs » confisquent les passeports. Aucune protestation contre des conditions souvent proches de l'esclavage n'est ainsi possible…
Bertold du Ryon

DR



Ce n'est qu'un début, on continue !

Tout le monde s'attendait à ce que le mouvement lycéen meure aussi vite qu'il est apparu. Pourtant dès les premières heures des vacances scolaires, samedi 19 octobre après midi, des centaines de lycéens se sont de nouveau retrouvés à Bastille et ont dû affronté les forces de l'ordre pour pouvoir manifester jusqu'à la Nation. Des initiatives sont en cours d'organisation pour les vacances. La rentrée sera chaude sur les lycées : une journée de mobilisation nationale semble se dessiner le 5 novembre prochain à l'appel de plusieurs organisations syndicales et politiques de jeunesse.
Cette journée doit être bien plus massive encore que ce qu'on a connu ces derniers jours. Dans les lycées de Paris bien sûr, mais également en banlieue parisienne et dans toute la France. Ça a déjà été en partie le cas vendredi dernier puisque plusieurs lycées du 92, 93 et 94 ont été bloqués et ont participé à la manifestation. Des lycées ont aussi été mobilisés dans d'autres régions, comme à Marseille, Rouen, Dax ou Grenoble.

Pour la régularisation des jeunes sans-papiers

Pour obtenir le retour de Khatchik et Leonarda, il faudra un mouvement de tous les jeunes, et même au-delà de la jeunesse. Cela permettra de rabattre le clapet à Valls et Hollande qui osent proposer à Leonarda de revenir seule en France sans ses parents et sans ses frères et sœurs eux aussi scolarisés en France. Nous devons continuer la lutte pour que Leonarda et toute sa famille reviennent, mais aussi pour que Khatchik soit de retour, car il risque début novembre d'être enrôlé dans l'armée arménienne.
Le combat ne s'arrête pas là. Pour que plus aucun jeune, plus aucun sans-papier ne soit expulsé, il faudra se battre pour la régularisation de tous les sans-papiers, à commencer par les jeunes scolarisés. Et continuons aussi le combat contre celui qui expulse nos camarades : Valls démission !
Mina Takfarinas

Paris le 17 octobre. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Le chiffre

600 millions

C'est approximativement en Euros le montant de la caisse noire du patronat de la métallurgie (UIMM). Issus de versements des entreprises et sans doute aussi de fonds de la formation professionnelle, les fonds récoltés sont placés en Bourse et ont permis d'arroser discrètement des politiques, des journalistes… ainsi que des organisations syndicales ou des syndicalistes.

Agenda

Vendredi et samedi 25-26 octobre, journées d'Égal à Égales, Angers.
« Inégalités Femmes/Hommes : c'est quoi ce travail ? » au Salons Curnonsky. Plus d'infos : http://degalaegales.blogspot.fr

Samedi 26 octobre, manifestation pour les droits des prisonniers politiques basques, Bilbao.
Avec Philippe Poutou.

Samedi 26 octobre, Manifestation pour la libération de Georges Abdallah, Lannemezan.
À 14h devant la gare de Lannemezan.

Samedi 26 octobre, soirée contre le fascisme, Auch.
De 18h à 22h, salle des Cordeliers. Apéro-buffet, stands, expos, débats, concerts.

Samedi 6 novembre, réunion publique, Rouen.
À 20h à la Halle aux Toiles (1 rue Geuffroy Rouen) avec Christine Poupin.

NO COMMENT

Je ne fais pas de cadeaux aux patrons, mais j'aide les entreprises.

JEAN-MARC AYRAULT, le vendredi 18 octobre, inaugurant le nouveau Conseil national éducation économie (CNEE), présidé par l'ancien PDG d'Air France Jean-Cyril Spinetta…

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard, Goulven Schaal

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MARSEILLE

Candidate de Guérini et candidats guérinistes

La primaire socialiste de dimanche dernier aura été, à l'image de la cité phocéenne, haute en couleurs, et les commentaires médiatiques faits de (quelques) contre vérités. Quelques éclaircissements sur cette « bataille » que vient d'emporter Patrick Mennucci…

S'appuyant sur les images de minibus envoyant des électeurs voter et sur les déclarations de la ministre-candidate Carlotti, Samia Ghali aura été présentée partout comme la protégée du « président Jean Noël ». En effet, elle aura été l'unique candidate à ne jamais s'opposer à Guérini et à son système clientéliste.
Pour autant, quel candidat peut se vanter de s'être opposé aux pratiques clientélistes depuis toujours ? Aucun. En effet, comme le déclarait récemment Guérini lui-même, il est difficile de « choisir entre ses enfants ». Patrick Mennucci était en effet le second couteau de Guérini lors des municipales de 2008 et aura grandement compté dimanche dernier sur les réseaux d'Henri Jibrayel dans le 16e arrondissement, ennemi de toujours de Ghali et bien connu pour ses pratiques clientélistes.

DR

Fracture sociale et ethnique

Longtemps (et encore !) ignorés par les politiques, relégués dans les cités et discriminés socialement, un grand nombre d'enfants d'immigrés maghrébins auront porté leur voix vers « leur » candidate. Loin d'être un vote communautariste, comme l'ont laissé entendre les médias et le « off » de la campagne de Mennucci, il s'agit bien d'une réaction liée à la fracture sociale de la ville. Ghali l'a bien compris et a joué la carte de « l'anti-Matignon » pendant toute sa campagne, révélant la profonde fracture socioethnique de la ville. Voilà qui explique en grande partie la base sociale dont a disposé Samia Ghali : réseaux de relations clientélistes et illusion de revanche « du Nord » de la ville.
Focalisés sur les petites phrases, les médias n'ont jamais parlé des programmes. Les socialistes se réunissent aujourd'hui sur un programme sécuritaire prévoyant le doublement des effectifs de policiers municipaux et l'extension massive de la vidéo-surveillance. Révélateur de cette ambiance à virer à droite, le candidat pressenti pour s'opposer à Ravier, (leader du FN en excellente position pour accéder à la mairie du 13/14e arrondissement), est Christophe Masse, le « monsieur sécurité » du PS. Quant au programme social et économique, le PS reste le PS, austéritaire et antisocial. C'est bien à ça que les Marseillais devront s'opposer.
Kevin Vay

FRONT DE GAUCHE

Haute tension

Avec 57 % et 670 voix, contre 500 se prononçant pour une liste Front de gauche autonome, les militants du PCF de Paris ont finalement tranché en faveur d'une alliance pour les municipales avec le PS. Auparavant, avaient été négociés 13 élus (contre 8 actuellement) et 32 conseillers d'arrondissement pour le PCF. Un vote qui accentue la crise…

Anne Hidalgo s'est félicitée de ce vote qui vient *« prolonger et amplifier la dynamique de rassemblement et d'action de l'union de la gauche »*, rappelant les treize années de gestion commune PS-PCF. Du point de vue du PCF, il n'y a pas lieu de trop se réjouir. 57 %, c'est nettement moins que le vote de la direction fédérale, 67 %. Les pressions et consignes du Colonel-Fabien n'ont pas suffi à convaincre et de fait cette faible majorité est un désaveu de la direction, l'expression du mécontentement contre le gouvernement. La contradiction entre le discours du PCF et sa politique réelle pour sauver ses élus le met dans une position inconfortable où il risque de se faire dépouiller à la fois par le PS et par le PG.

Crise du PCF

Contrairement à Mélenchon qui parle de *« trahison »*, Igor Zamichiei, secrétaire fédéral de Paris, tente de dédramatiser : *« Le Front de gauche sans le PG ou sans le PCF, ce n'est pas le Front de gauche. Ne réduisons pas le Front de gauche à une stratégie d'autonomie électorale. »* Mais bien des militants ont l'impression que l'on se moque d'eux et resteront chez eux plutôt que de faire campagne pour Anne Hidalgo.
« Paris doit être la capitale de la résistance à l'austérité », prétend Danielle Simonnet, tête de liste du PG. Elle tend la main aux militants PCF qui voudraient la rejoindre pour tirer profit de la crise qui touche le parti. Mais elle laisse ouverte la question des alliances au second tour car l'autonomie prônée par Mélenchon n'est pas une réelle indépendance, encore moins une opposition aux partis gouvernementaux. Elle ne vise qu'à *« disputer l'hégémonie aux socialistes »* pour se rabibocher pour le second tour après avoir négocié les places. Est-ce pour autant que *« l'exception »* de Paris ne serait qu'un simple épisode sans conséquence ? Certainement pas car en arrière fond de la polémique, il y a les rapports de forces au sein du Front de gauche. Pour les européennes comme pour le second tour des municipales, les rivaux sauront se réconcilier. *« Soyons sérieux ! »* s'agace Ian Brossat, persuadé que PCF et PG mettront de côté leur différend municipal pour *« partir unis aux européennes »*. Certes, mais *« il y aura un avant et un après le vote des communistes à Paris »* selon la formule de Mélenchon. C'est certain d'autant que, dans bien des villes, la direction du PCF se trouve désavouée, ce dont se félicite Mélenchon.

DR

De l'indépendance à l'opposition

Tant mieux que la voie de l'indépendance vis-à-vis du PS se renforce, même si pour Mélenchon l'enjeu est d'abord de s'assurer la main sur le Front de gauche face à un PCF éclaté et affaibli. Celui-ci avait cru pouvoir enrayer sa crise en participant à l'étrange attelage que constitue le Front de gauche, convaincu que la force de son appareil et de ses élus lui assurerait une influence prédominante. C'est justement cette question que veut essayer de régler Mélenchon. Pour lui , *« un Front d'un type nouveau sera présent : certains communistes l'auront quitté, pas tous, loin de là, d'autres composantes l'auront rejoint peut-être. Mais plus rien ne sera comme avant. »* Il compte sur les européennes pour achever son OPA sur le Front de gauche et le PCF.
Par delà les calculs des uns et des autres, le débat sur la nécessaire rupture avec les partis gouvernementaux gagnent du terrain. La lutte contre les politiques d'austérité, le gouvernement qui les mène et la majorité qui le soutient nécessite une toute autre stratégie que celle de l'autonomie, une stratégie de rupture et d'opposition. C'est ce que nous défendrons publiquement pour les municipales comme dans les mobilisations en nous adressant au PG ainsi qu'au PCF, en constituant chaque fois que possible des listes indépendantes et d'opposition, au premier comme au second tour, en espérant que bien des militantEs du Front de gauche sauront tirer les leçons de sa crise actuelle : la nécessité de construire une opposition anticapitaliste au gouvernement.
Yvan Lemaitre

LICENCIEMENTS

À la reconquête de l'emploi… français ?

Montebourg annonçait la semaine dernière un programme de 34 « plans de reconquête industrielle » baptisé la « Nouvelle France industrielle »…

Ces 34 plans bénéficieront de 3,7 milliards d'euros d'aides publiques, nouveau cadeau au patronat, même si le ministre du Redressement productif déclarait : *« Cet argent n'est pas un cadeau aux entreprises mais à tous les Français. Il est surtout un investissement des contribuables français dans le « made in France » et dans les emplois futurs. »*
Avec Alcatel-Lucent, Gad, Fagor, Natixis, les licenciements et fermeture de site reviennent sur le devant de la scène, suscitant l'inquiétude et une colère qui va jusqu'à la menace de faire « tout sauter » pour ceux de VG Goossens, l'imprimerie placée en liquidation judiciaire à Marcq-en-Baroeul. En fait, à chaque nouvelle annonce de plan de fermeture de site et de licenciements massifs, les médias semblent redécouvrir la sinistre réalité. Entre-temps, oubliés les 1 000 suppressions d'emplois par jour, les 6 millions de chômeurs et la détresse sociale que cela entraîne. La seule pseudo embellie dans le parcours du gouvernement de gauche était due à un « bug de SMS » par SFR chargé par Pôle emploi de la relance des chômeurs pour actualiser leur situation. C'est ce qu'ils appellent le traitement humain du chômage ?

Profits en hausse, emplois en baisse

Les pronostics de Moscovici sur la reprise de l'économie ne sont guère pris au sérieux par les patrons. Leur seule ligne directrice est la préservation des profits et dividendes. Avec des vrais résultats ! Vingt-neuf sociétés du CAC 40 annoncent des dividendes en hausse pour 2012 : Safran (+55 %), Lafarge double son versement, Renault (+48 %), Sanofi (5 milliards d'euros de bénéfices en 2012 et une hausse des dividendes versés). Danone annonce un bénéfice de 1,8 milliard d'euros en 2012, et Carrefour, premier employeur privé de France, a multiplié ses bénéfices par trois en 2012. Pour 2013, les spécialistes tablent sur un bénéfice annuel des sociétés du CAC 40 de 74,6 milliards d'euros. Soit une hausse de 42,3 % par rapport aux 52,4 milliards de 2012.
Ce qui n'empêche pas les suppressions de postes et licenciements : Renault, 15 % de ses effectifs ; Sanofi près de 1 000 postes d'ici 2015 ; Carrefour, un plan de « départs volontaires » de 533 salariés ; Danone, 900 dont 230 en France. Rien à voir avec le coût du travail. D'autant plus que les transferts d'usines hors de l'hexagone se font majoritairement vers des pays de l'Union européenne (55 %) et plus précisément de l'Europe des quinze (38 %), excluant les nouveaux arrivés depuis 2004, tels la Pologne et ses voisins d'Europe de l'Est (où le « coût » du travail est sensé être moindre). Arrivent ensuite les pays d'Afrique (24 %), puis la Chine et l'Inde (18 %).
Les gesticulations de Montebourg ne servent qu'à justifier de nouveaux cadeaux au patronat au nom d'un « produisons, consommons français » qui va dans le sens des fantasmes sur les « étrangers » causes de tous nos maux, agités en permanence par Valls.
Robert Pelletier

Montebourg (qui a confié l'un des 34 dossiers du plan gouvernemental, la filière des véhicules à pilotage automatique, à Carlos Ghosn, PDG de Renault qui supprime 8 260 emplois au nom de la préservation de la compétitivité) : *« Je ne crois pas avoir été jamais brouillé avec le patronat… La grande majorité d'entre eux sait que je suis tout entier mobilisé pour la reconquête industrielle de la France »…*

ÉGYPTE

«Il ne faut pas enterrer la révolution»

DR

Entretien. *Hany Hanna est un journaliste indépendant et traducteur égyptien. Dans cette interview, il revient sur la situation politique et sociale de ces dernières semaines.*

Les Égyptiens font-ils face au retour d'un pouvoir militaire ?
Les choses ne sont pas jouées. Les Égyptiens se sentent redevables envers le général Sissi de les avoir débarrassé des Frères. Mais il ne faut pas interpréter cela comme un soutien inconditionnel : dès que l'armée va sortir de ce rôle, et c'est déjà le cas, ce soutien soudain et massif peut alors très bien disparaître aussi vite qu'il était arrivé.
Pendant 60 ans, il n'y a pas eu de véritable vie politique, et 40% de la population est analphabète. Les gens n'ont pas forcément les outils nécessaires à l'analyse de la situation. Mais ils apprennent vite et réagissent beaucoup plus rapidement qu'on pourrait le penser. Il ne faut donc pas enterrer la révolution.

Quelle est la politique suivie par le pouvoir ?
On assiste à un mouvement de balancier entre répression et tentative d'intégration. Kamal Abou Aïta, l'ancien président de la centrale syndicale indépendante EFITU devenu ministre du Travail, essaye de jouer le rôle d'intermédiaire. Mais il lui est aussi arrivé de faire appel à la police contre les travailleurs, comme par exemple pour déloger les salariés de l'industrie textile qui avaient organisé un sit-in au ministère du Travail.
Les mesures sociales prises par le nouveau gouvernement ne sont que des mesurettes. Un salaire minimum de 1200 Livres (135 euros) a par exemple été annoncé dans le secteur public. C'était le montant revendiqué par en janvier 2011. Mais depuis, les prix ont beaucoup augmenté. La confédération des syndicats indépendants EFITU a refusé un montant aussi faible qui n'est pas à la hauteur des besoins.
Le gouvernement a annoncé l'exemption du paiement des droits de scolarité. Le véritable problème est que cette gratuité proclamée est en réalité très théorique. Étant très mal payés, beaucoup de professeurs ne gagnent pas assez pour vivre correctement. Résultat, beaucoup bâclent leurs cours et/ou donnent de mauvaises notes de façon à pouvoir ensuite proposer des cours particuliers payants qui représentent l'essentiel de leurs revenus. Pour établir une véritable gratuité de l'enseignement, il ne suffit pas de dispenser les parents de payer 15 euros par an. Il faudrait commencer par payer correctement les professeurs de façon à ce que les cours particuliers ne soient plus nécessaires !

Où en sont les luttes sociales ?
Il y a certes beaucoup de luttes sociales, mais le mouvement ouvrier est très mal organisé et n'a pas la capacité à transformer les mouvements en outils de concrétisation des revendications.
Depuis un an, il y a eu environ 3000 grèves, mouvements de protestation et sit-in. Mais la plupart sont mal organisés. Comme les luttes se heurtent à un mur, et qu'il y a la pression de la vie quotidienne lorsqu'ils ne sont pas payés, beaucoup finissent par se décourager et leur mouvement s'essouffle. Ce problème ne se résoudra que très progressivement par l'organisation du mouvement syndical. Pour cela, il faudra que la législation change et permette enfin au syndicalisme indépendant de se structurer.

Comment se démarquer à la fois des Frères musulmans et de l'armée ?
C'est ce que propose de faire un mouvement récemment créé appelé « Le Front de la voie de la révolution ». Il a été constitué par des militants actifs dans les mobilisations de 2011 et 2013. Il est basé sur un éventail politique assez large comprenant notamment des Socialistes révolutionnaires, des libéraux et des militants de la gauche traditionnelle.

Quel est le poids des Socialistes révolutionnaires ?
Ils ont une influence directe très faible. Mais leur influence indirecte est par contre importante : ils sont présents dans les manifestations, ils distribuent beaucoup de tracts. Un certain nombre des idées qu'ils défendent sont reprises de façon diffuse sur la scène politique, même si on ne sait souvent pas qu'ils en sont à l'origine.

Extraits d'une interview réalisée le 9 octobre, et parue notamment sur le site ESSF www.europe-solidaire.org/spip.php?article30093

CENTRAFRIQUE

La France responsable

Depuis que Michel Djotodia s'est emparé du pouvoir par les armes en renversant la dictature de Bozizé en mars 2013, la situation du pays au fil des jours devient de plus en plus effroyable.

Depuis son indépendance en 1960, la Centrafrique n'a connu que coups d'État et dictatures, dont la plupart furent soutenues par la France qui voit dans ce pays un intérêt militaire stratégique lui permettant de projeter les troupes française rapidement sur n'importe quel point du continent.
Mais deux faits inédits aggravent une situation déjà catastrophique. Michel Djotodia s'est appuyé sur une force militaire hétéroclite, la Seleka, qui en langue Sango signifie l'alliance. La grande majorité de ces éléments ne sont pas centrafricains mais tchadiens ou soudanais, seigneurs de guerre plus intéressés par les mines de diamant que par un agenda politique.
Le nouveau maître du pays, Djotodia, s'il a bien prononcé la dissolution de la Seleka, reste dans l'impossibilité de désarmer ces milices. On assiste ainsi à une décomposition de cette Seleka qui s'est éparpillée le long du territoire et dont les soudards terrorisent la population en commettant les pires exactions. Ils conditionnent leur départ du pays au versement de sommes d'argent importantes que le gouvernement centrafricain n'a pas la possibilité de payer.
Le deuxième fait préoccupant est que les conflits dégénèrent progressivement en conflits religieux et ethniques. Des maux pourtant totalement inconnus en Centrafrique malgré les vicissitudes que le pays a connues, démontrant une nouvelle fois que les conflits ethniques ne prospèrent que sur des crises sociales aiguës.

Michel Djotodia. DR

En soutien aux dictateurs
La France a une responsabilité historique dans cette situation. Depuis l'indépendance, elle n'a eu de cesse de soutenir les dictatures parfois les plus ubuesques comme celle de Bokassa. Ces dictateurs qui ont détourné les fonctions de l'État à leur profit, réprimé les oppositions politiques et la société civile, ne laissant comme seule possibilité d'alternance que l'option militaire.
Une fois de plus la France est à la manœuvre pour tenter de stabiliser le pays et éviter qu'une partie du territoire ne devienne un nouveau sanctuaire pour des djihadistes qui pourraient prospérer facilement. Le Quai d'Orsay a fait voter en Conseil de sécurité de l'ONU au mois d'octobre la résolution 2121 qui soutient les troupes de la MISCA (Mission internationale de soutien à la Centrafrique) envoyées par l'Union africaine, avec une possibilité de la transformer en mission onusienne. Mais beaucoup de Centrafricains ne font pas confiance en cette mission composée en grande partie par les tchadiens qui ont soutenu le coup de force de Djotodia.
La Centrafrique est un exemple significatif des conséquences du soutien de la France à des dictatures africaines qui se maintiennent au pouvoir grâce à la corruption, aux élections truquées et aux manipulations, en attisant les haines ethniques qui détruisent progressivement des pays dont les populations paient seules un lourd tribut. Une crise alimentaire extrême va frapper le pays du fait de l'impossibilité pour les paysans de travailler dans leur champ, et ce sont des centaines de milliers de personnes qui vont se retrouver sans nourriture et sans aucun moyen de subsistance…
Paul Martial

Le monde en bref

PÉROU

« Renverser le système capitaliste »

L'*Anticapitaliste* était lundi 14 à la conférence de presse organisée par France Libertés, France Amérique latine, et le Comité de solidarité avec Cajamarca, avec Edy Benavídes.
Edy est le président du Front de défense des intérêts de l'environnement et les droits de l'homme de Hualgayoc-Bambamarca et le porte-parole du commandement de lutte de Cajamarca. Depuis plus de 20 ans, Yanacocha, une multinationale minière qui extrait de l'or au prix de la destruction des fleuves et des lagunes de la région, n'avait pas rencontré d'opposition. Mais, depuis deux ans, les paysans de Cajamarca combattent la déprédation de leurs ressources naturelles.

Edy Benavídes. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

La résistance paysanne a été à l'initiative de deux grèves générales régionales et d'une Marche nationale en défense de l'eau et de la vie. Les « Rondas campesinas », comités d'autodéfense paysans, se sont établis autour des lagunes pour empêcher Yanacocha de leur voler leur eau. La réponse du gouvernement a été la criminalisation de la protestation et la militarisation de la région. Il y a au moins 40 procédures judiciaires contre les dirigeants du mouvement, et cinq morts et des dizaines de blessés, en conséquence de la répression de l'armée, de la police et des milices privées payées par Yanacocha.
Les paysans de Cajamarca refusent le faux développement proposé par le gouvernement de Humala et par l'entreprise minière. Ils proposent un modèle de développement non extractiviste et respectueux de l'environnement basé sur la pisciculture, l'élevage du bétail et l'agriculture, tel qu'il existait avant le début de l'exploitation minière.
« *On ne peut pas continuer comme ça* » nous dit Edy. *« Notre planète est au bord de l'autodestruction. Il faut que surgisse un mouvement mondial pour la défense de la vie, de l'eau et du travail honnête. Une lutte qui renverse l'ennemi de la vie : le système capitaliste. »*
Virginia de la Siega

DR

Contre l'Europe des barbelés, liberté de circulation !

Des milliers de jeunes étaient dans la rue à la fin de la semaine dernière. C'est avec force qu'ils ont demandé le retour de deux de leurs camarades récemment expulsés. Dans le même temps, de nombreux lycées étaient bloqués. Pour se réchauffer le cœur quand on n'a pas eu la chance d'y être, il faut aller voir les images de la manifestation et sur TF1 la tronche de Jean-Pierre Pernaut évoquant « des slogans d'une rare violence au sein même de la gauche »…

Car ces jeunes ne se contentaient pas d'exprimer leur refus d'attendre sagement le résultat d'une enquête administrative (qui s'est conclue, comme on pouvait s'y attendre, par une validation de l'expulsion, pimentée d'une mesure de grâce présidentielle scandaleuse dans son principe et surtout révélatrice de l'incompréhension totale des causes de la révolte). Ils poussaient l'extravagance jusqu'à réclamer la démission du ministre Valls et même, pour un certain nombre d'entre eux, la régularisation de tous les sans-papiers.

De quoi espérer que de la nausée provoquée par les effets meurtriers de la politique migratoire de l'Union européenne présentée dans ce dossier, à la colère suscitée par la brutalité d'un gouvernement qui place systématiquement le mot humanité derrière le mot fermeté, l'émotion se muera en prise de conscience active et combative de l'injustice de nos lois.

Dossier réalisé par François Brun

Frontex, l'arme du crime

Au cœur du dispositif européen qui prétend à la « maîtrise des flux migratoires » ou, pour dire les choses crûment, qui vise à opposer un barrage aux hommes, aux femmes et aux enfants qui cherchent à atteindre nos côtes dans le fol espoir de vivre normalement ou de tout simplement de survivre, se situe Frontex.

Frontex est l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (ouf !). On retiendra donc que Frontex veut dire frontières extérieures, ces frontières dressées contre les « vrais » étrangers, cette menace venue de la « zone du dehors ». L'étranger extra-communautaire est donc ainsi constitué et de fait traité en ennemi. En dépit des proclamations, la main sur le cœur, il y a donc une certaine logique à ce que le parcours de celui qui aura eu le tort d'être venu d'ailleurs se conclue souvent par la mort ou l'enfermement.

Par millions… d'euros !

Les moyens déployés sont en tout cas à la hauteur de l'enjeu. En 2011, le budget de Frontex se montait à 118 millions d'euros. Certains des postes qui donnent lieu à de considérables subventions peuvent surprendre : par exemple, Frontex reçoit une enveloppe de 285 millions d'euros au titre d'un programme spécifique 2007-2013 : prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme. Le brouillage de ses missions est aussi accentué depuis que en octobre 2011, son mandat a été étendu pour lui permettre d'échanger des données personnelles avec Europol.

Quoi qu'il en soit des objectifs emboîtés de Frontex, les résultats sont là. Tandis que son budget connaissait une croissance fulgurante, le nombre de morts en Méditerranée ne diminuait pas, loin s'en faut, tournant ces dernières années (même s'il est impossible d'avoir un compte précis) autour de 1500. L'atlas de Migreurop en fournit la cartographie et met en évidence les causes[1].

Contre les droits internationaux

Mais il n'y a pas que les morts. Sous couvert de gestion de la coopération opérationnelle, Frontex contrevient à plusieurs principes fondamentaux du droit international. En premier lieu, parce que Frontex est effectivement particulièrement « opérationnel » pour s'opposer au débarquement de migrants sur les côtes européennes (espagnoles, italiennes, maltaises, grecques) et contribuer ainsi au refoulement d'exiléEs vers des pays en guerre, sans leur permettre d'exercer le droit de demander l'asile.

Alors que la Convention européenne des droits de l'homme, traité international signé par les États membres du Conseil de l'Europe indique que *« toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien »*, le dispositif guerrier mis en œuvre par l'Europe à travers Frontex y fait délibérément obstacle. Et quand bien même la liberté d'émigrer ne sera de toute façon guère effective, tant que la liberté de circulation et d'implantation ne sera pas reconnue, elle doit dans son principe être défendue.

Or, pour tous les retours forcés (Frontex peut aussi organiser des vols de retour groupés), pour les entraves incessantes au droit de fuite, pour les morts, pour les infinies souffrances physiques et morales qu'ils ont provoquées, il serait difficile de qualifier de simplement indirecte la responsabilité de Frontex et de ses commanditaires.

Chiens de garde

Ce tableau ne serait pas complet si l'on ne mentionnait la possibilité pour Frontex de signer des accords avec des pays tiers, dans le même esprit que ces accords bilatéraux ou multilatéraux *« de gestion concertée des flux migratoires »* qui ont pour objet de transférer la traque des migrants à des pays sous pression… Tout cela dans le cadre d'un politique joliment appelée *« politique européenne de voisinage »*. C'est ainsi que la police et l'armée marocaines se livrent à des rafles sauvages de migrants subsahariens et qu'en violation du droit international, le délit d'immigration illégale a été introduit dans les législations algérienne, marocaine et mauritanienne. Un avocat au barreau de Paris a ainsi pu qualifier la loi algérienne de *« brique généreusement offerte aux pays européens pour les aider à construire le mur de la forteresse européenne »*.

Pour autant, les États européens eux-mêmes, chacun de leur côté, ne baissent pas leur garde. Pour ne prendre qu'un exemple des plus récents, la Grèce a ouvert en septembre 2013 dans l'île de Lesbos un camp désigné comme « centre de premier accueil », entouré de barrières et de fils barbelés, camp qui devrait par la suite également comprendre 600 places pour l'enfermement sur de plus longues périodes. Tout ceci alors que le même mois étaient morts en mer Égée 60 migrants

qui avaient dû contourner le mur de barbelés de 12,5 km avec caméras thermiques construit entre la Grèce et la Turquie. Une frontière au sujet de laquelle la police est invitée à faire preuve d'un zèle tout particulier après la signature d'un de ces accords concertés de gestion des flux.

Mais la résistance s'organise à travers de nombreuses structures qui, tels Migreurop ou Frontexit, pour ne citer qu'elles, répondent au devoir de vigilance. Gageons qu'à l'instar de celle des habitants de Lampedusa qui ont crié leur colère contre les gouvernants européens, la conscience des peuples finira par s'éveiller et que les murs qui les séparent seront mis à bas.

1. http://www.migreurop.org/IMG/pdf/map_36.1_des_morts_par_milliers_aux_frontieres.pdf

« Envahisseurs » ?

Nicolas Sarkozy déclarait naguère : « Il y a 475 millions de jeunes Africains qui ont moins de 17 ans. La France est à 14 km de l'Afrique par le détroit de Gibraltar». *Voilà certes une remarque de haut vol sur laquelle fonder toute une politique migratoire !*

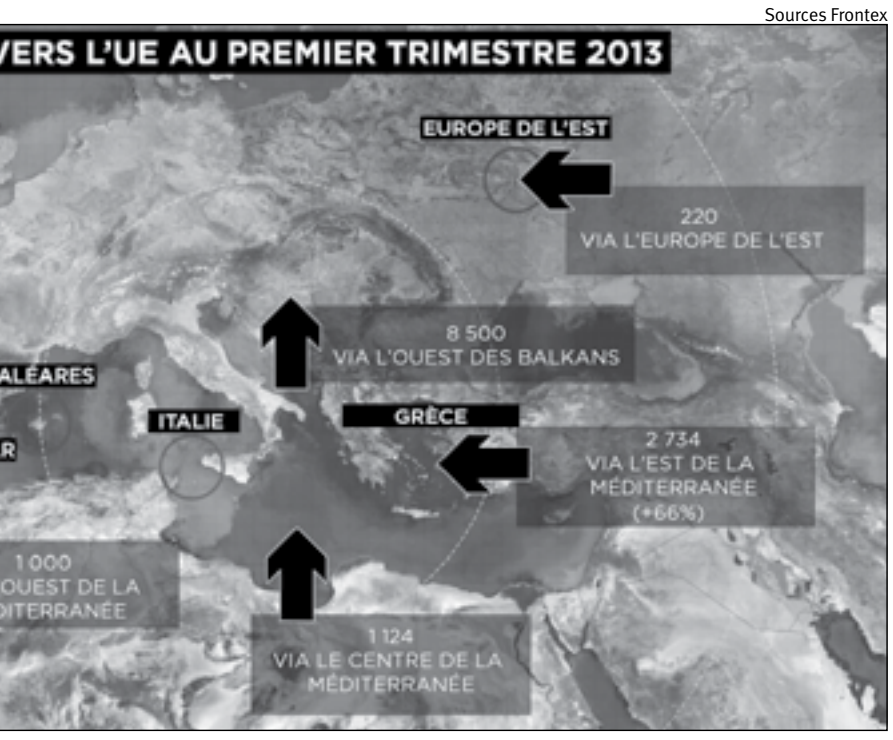
Sarkozy n'était pas le premier, y compris parmi nos dirigeants, à agiter le fantasme de « l'invasion ». Force est pourtant de reconnaître que cette présentation n'est finalement que la réédition en mode grotesque et horrifique de la si fameuse phrase de Rocard sur la *« misère du monde »* qui, au gré d'infinies variations, sert de pivot à la définition de l'ensemble des politiques européennes depuis des décennies. L'extravagant est que tout se passe comme si l'on ne savait pas que la très grosse majorité des déplacements de population se font dans un cadre sud-sud, d'un pays pauvre à son voisin.

Du sud au sud

C'est ainsi que, selon les chiffres pour 2011 du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), l'Afghanistan était le pays d'où étaient partis le plus grand nombre de réfugiés (2,7 millions), suivi par l'Irak (1,7 million) et la Somalie (1,1 million) et ceux qui en avaient accueillis le plus étaient le Pakistan (1,7 million), l'Iran (près de 900 000) et le Kenya (pas loin de 600 000). De même, au moment de la révolution libyenne, le ministre des affaires étrangères de l'époque, ex-commissaire européen, Franco Frattini, nous préparait, selon son expression, à un *« exode biblique »* (Berlusconi évoquant, quant à lui, un *« tsunami humain »*)... Il s'est avéré que, sur plus de 722 000 migrants ayant officiellement quitté la Libye, 313 000 sont passés en Tunisie, 230 000 en Égypte, 83 000 au Niger, 52 000 au Tchad et... 28 000 en Italie. Et le phénomène n'est en rien nouveau. En 1999, le HCR notait déjà que 88 % des réfugiés rwandais, 90 % des Congolais, 93 % des Tchadiens et 96 % des Libériens étaient restés en Afrique.

Tout cela, dans les grandes lignes, est connu et régulièrement rappelé. Peu importe, du moment que l'on peut continuer à gérer les « flux migratoires » en fonction des intérêts de nos économies dominantes (notamment en faisant fonctionner à plein régime la machine à fabriquer des sans-papiers) et à moduler les discours oiseux et truqués sur l'immigration au gré des résultats escomptés en politique intérieure.

Sources Frontex



La France directement coupable

Il n'y a pas que la Méditerranée. Il ne faudrait pas oublier que, régulièrement, des corps d'hommes, de femmes et d'enfants se retrouvent sur les plages de « notre » département de Mayotte. En 2012, un rapport sénatorial parlait de 7 000 à 10 000 morts depuis le « visa Balladur » qui a été imposé aux Comoriens en 1995. À compter de cette date, c'est sur les kwassas-kwassas, ces pirogues à moteur au ras de l'eau que les ressortissants des îles voisines ont tenté de passer, au péril de leur vie. Et là, les responsabilités ne sont pas difficiles à pointer.

Réfugiés indésirables

Face à l'indignation suscitée par des expulsions récentes, l'équilibriste Hollande feint de croire qu'il ne s'agit que de questions de forme, qu'en gros il conviendrait de mieux respecter. Ce faisant, il réaffirme son soutien à ligne de son ministre de l'Intérieur. Et pour cause puisque celui-ci n'a été nommé que pour la défendre, avec toute la conviction dont il ne cesse de faire preuve : application de la loi, rien que la loi et pas d'états d'âme...

Peu importe que la loi soit inhumaine et injuste, aggravée au fil des ans sous les gouvernements précédents : il n'est pas question, jusqu'à nouvel ordre, de changer quoi que ce soit d'important. Il convient donc de revenir sur les tenants et aboutissants de cette posture en suivant le parcours d'un exilé lambda jusqu'à l'octroi du mirifique statut de réfugié.

Candidat à l'exil

En premier lieu, il faut savoir que tout sera fait dans notre belle Europe pour l'empêcher de déposer sa demande. De la construction de murs au sens propre à celle, meurtrière, des côtes et des mers à la multiplication de camps d'enfermement, tout est fait pour que l'exilé n'atteigne jamais — ou le plus tard possible — le bon guichet. Depuis l'instauration du règlement Dublin II en 2003, ce guichet se trouve non dans le pays de son choix mais dans le premier pays d'Europe où il sera parvenu à débarquer. L'exilé pourra y être transféré d'autorité et il n'aura pas le droit de déposer sa demande dans d'autres pays. Concrètement, l'application de ce règlement est grandement facilitée par la base de données Eurodac, comportant un système automatisé de reconnaissance d'empreintes digitales.

En ce qui concerne l'exercice du droit d'asile en France, celui-ci ne pourra en principe être invoqué que par l'étranger déjà présent sur le territoire. Toutefois, « à titre dérogatoire », l'asile peut être demandé à la frontière. Un nouvel obstacle est toutefois mis à l'arrivée par avion à la frontière avec le visa de transit aéroportuaire (VTA) qui soumet les ressortissants de certains pays à une autorisation pour pouvoir descendre de l'avion aux escales. Cette règle est ainsi imposée depuis janvier 2013 aux Syriens, dans l'intention manifeste de les empêcher de demander l'asile en France !

« Enfermé dehors » !

Arrivé à la frontière, l'étranger sera placé en zone d'attente (prévues dans les aéroports, les ports et points de débarquement, certaines gares) où une procédure accélérée a toutes chances de lui être appliquée soit parce que son pays d'origine figurera sur la liste, plus que contestable, de « pays sûrs » (l'Arménie où vient d'être renvoyé le jeune Khatchik en fait partie), soit en raison du caractère prétendument *« abusif ou frauduleux »*, librement apprécié, de sa demande, ou encore au nom de la si commode *« menace grave pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sûreté de l'État français »* que l'étranger est supposé représenter. En attendant, à l'instar des centres de rétention, ces zones d'attente ne sont ni plus ni moins que des espaces privatifs de liberté où les demandeurs d'asile sont retenus. En outre, le demandeur d'asile en procédure prioritaire ne bénéficie pas de droits sociaux, tels que la CMU.

Sous couvert de l'excessive longueur de ces procédures, tant du point de vue de l'engorgement des services que de la durée de l'attente des demandeurs, les procédures accélérées tendent à se multiplier. L'examen de la demande se fait alors dans un délai de 15 jours qui peut être abaissé à 96 heures en cas de placement en rétention sur décision du préfet. Il s'en faut bien sûr de beaucoup que ces procédures dites « prioritaires » bénéficient aux demandeurs. À tel point que nombre d'associations de soutien des étrangers demandent le retour à une procédure unique d'examen des dossiers.

Accueillir les réfugiés ?

Toutes les demandes sont examinées par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) y compris depuis 2004 pour l'obtention de la protection subsidiaire pouvant être en principe accordée à toute personne exposée à une menace grave dans son pays, telle que la peine de mort ou la torture, sans nécessairement répondre aux critères de la convention de Genève. Jusqu'en 2007, l'Ofpra était placé sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères. Sous le règne de Sarkozy, cette tutelle a été transférée au ministère de l'Immigration, puis de l'Intérieur et aujourd'hui le ministre Valls a gaillardement repris le flambeau sans remettre en cause cette décision dont la portée est évidente tant sur le plan pratique que symbolique. Dès lors, l'accueil des réfugiés ne relève plus essentiellement de l'application du droit international, mais de la politique migratoire et de l'ordre public...

Si elle est négative, la décision de l'Ofpra donne en principe lieu à une possibilité de recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). Mais attention ! Pour l'étranger dont la demande a été examinée sous le régime de la procédure prioritaire, ce recours, qui se fait devant un simple tribunal administratif, n'est pas suspensif et il peut à tout moment être interpellé et expulsé.

Enfin, on ne manquera pas d'évoquer le premier cadeau que « la gauche » a fait en 1991 aux demandeurs d'asile en les privant de l'autorisation de travailler. Quant aux mineurs isolés, d'emblée soupçonnés d'être de jeunes majeurs et soumis à des procédures de contrôle et de tri stressantes et humiliantes, leurs conditions d'accueil et leur protection par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), à partir du moment où cette qualité de mineur lui est reconnue, n'en sont pas moins réduites à la portion congrue.

Quelques chiffres pour conclure. Il est courant d'entendre dire que la France prend plus que sa part de l'accueil des réfugiés. Selon Eurostat, 332 000 demandes d'asile ont été déposées dans les 27 pays de l'UE en 2012, 268 000 décisions de première instance ont été prononcées et 197 000 de ces décisions, soit près des trois quarts, ont donné lieu à rejet. En ce qui concerne la seule France, la même année, 60 000 exiléEs sont parvenuEs à déposer une demande et à peu près autant de décisions ont été prononcées : le taux de rejet est de 85 % !

DR

PARIS 20e

Des CRS dans le CIVG de Tenon

À la séance du 14-15 octobre, l'exécutif de la mairie de Paris a adopté un vœu sur la situation au CIVG Tenon…

Le vœu présente une évaluation très mitigée de la situation du centre. Celui-ci a fonctionné avec une seule infirmière et un seul médecin au mois d'août, voire sans médecin la semaine du 15 août. Il n'y a pas de conseillère conjugale ni de personnel d'accueil. Donc, la mairie de Paris intervient *« auprès de la direction de l'hôpital Tenon et de l'AP-HP pour que les moyens humains nécessaires soient mis en place dans leur intégralité et dans les meilleurs délais afin d'assurer le bon fonctionnement du CIVG et de son centre de planification de façon durable »*. Nous saluons ce vœu mais on aurait aussi aimé connaître l'opinion de la mairie de Paris sur les événements honteux de la semaine précédente.

Des violences sans responsable

Le 3 octobre dernier, le Collectif CIVG Tenon, qui avait demandé sans succès une réunion avec la directrice de l'hôpital, a pris la décision d'occuper le hall du nouveau bâtiment jusqu'à ce que la réponse arrive. En arrivant, nous avons trouvé l'entrée barrée par des CRS, flics en civil et agents de sécurité de l'hôpital. Avec le renfort de camarades de SUD et de la CGT de Tenon, de travailleurEs de l'hôpital, de représentants de l'UL CGT 20e et de la CGT AP-HP, notre délégation a réussi à rentrer pour occuper le hall.
Le flic en charge de l'opération nous a dit que la directrice s'entretiendra avec une délégation à condition que nous quittions le hall et sortions de l'hôpital. Nous avons refusé, et nous sommes retrouvées face aux CRS qui nous ont repoussés brutalement dehors et ont attaqué physiquement le secrétaire de la CGT Tenon.
La délégation a finalement été reçue par la directrice de Tenon et l'adjoint du pôle Tenon-Trousseau-Saint Antoine-Rothschild, mais notre question sur la responsabilité de la présence musclée des CRS dans l'hôpital est restée sans réponse…

Correspondante

PSA

Battre le patron et le gouvernement sur l'ANI

Ces dernières semaines ont été marquées par des mobilisations répétées dans le groupe PSA contre la mise en place de l'accord de compétitivité. Pour comprendre et évaluer la signification des débrayages chez Peugeot, il faut les replacer dans un double contexte.

D'une part, l'accord de compétitivité (ANI), passé dans la loi le 14 juin, représente un recul social extrêmement important, une véritable casse du code du travail. Il donne toutes facilités à la baisse des salaires, à la flexibilité, la mobilité interne, les licenciements sans limites, aux pires dégradations des conditions de travail, en cas de *« difficultés conjoncturelles »*, comprenez : tout le temps. C'est même, selon le Conseil constitutionnel, contraire à la *« Déclaration des droits de l'homme et du citoyen »* de 1789. Pas moins !
D'autre part, cette attaque sans précédent a été approuvée par CFDT, CFTC et CGC en janvier 2013. Malgré cette loi scélérate, malgré les luttes des ouvriers de Renault, il y a eu une absence de mobilisation réelle des confédérations FO et CGT hostiles, en parole, à ce projet. La CGT a même déclaré qu'il était inutile de mobiliser les salariés, décrétant à l'avance qu'ils ne bougeraient pas et qu'il fallait seulement s'adresser aux députés pour qu'ils ne votent pas le texte. Il n'y a même pas eu d'information sérieuse sur l'ANI.

Mobiliser, c'est possible !

L'argument de la démoralisation des travailleurs pour justifier cette inertie ne tient pas quand on regarde ce qui s'est passé à l'usine de Peugeot Mulhouse et ses conséquences pour le groupe PSA. La CGT de l'usine a mené une intense campagne d'information sur les dangers de l'ANI (tout comme le NPA de son côté). Un tract par semaine pendant un an avec prises de parole dans les cafétérias. En mars 2013, lors de la première manifestation nationale contre l'ANI, les militants CGT de Peugeot Mulhouse ont forcé le barrage physique et moral de l'inertie des UL et UD qui ne voulaient pas manifester, pour entraîner les présents dans une manifestation « sauvage » et enthousiasmante pour tous les participants.
Cela a créé un climat propice au débrayage « surprise » de 900 salariés de Peugeot Mulhouse le 11 septembre et, par suite, de tout le groupe. Les salariés du groupe ont vu dans le débrayage de Mulhouse le signal qu'il y avait du monde pour bouger contre l'ANI, que c'était possible, montrant à leur tour par les mobilisations qui ont suivi et qui continuent, que si les confédérations l'avaient voulu, il y aurait eu du répondant.
Pour les salariés de Peugeot, débrayer seuls alors qu'il faudrait mener une lutte nationale et pas seulement contre son propre patron, et alors que les confédérations syndicales signent ou ne font aucun effort sérieux de mobilisation, cela n'aide pas. Pourtant ils continuent à se mobiliser, sur une pente certes déclinante pour le moment dans la plupart des usines, sauf à Rennes. Là, se combinant au plan de 1400 licenciements, le mouvement est au contraire ascendant, montrant ce qui peut se combiner, avant une possible nouvelle action sur le groupe PSA autour du CCE du 24 octobre.
Rien n'est donc fini. L'ANI va provoquer une avalanche de plans « sociaux », et de nombreuses luttes — comme à Michelin Joué-lès-Tours et ses 480 salariés mutés sur 14 sites — montrent une nouvelle fois que ce ne sont pas les salariés qui sont démoralisés mais les états-majors qui sont complices. Cela révèle aussi que la poudre pour une explosion généralisée est en train de s'accumuler et que l'étincelle pourrait bien être l'application pratique de l'ANI, chez PSA ou ailleurs, se cumulant avec d'autres colères souterraines.

Jacques Chastaing et Bertrand Dubs

Les 7 grévistes SUD de Poissy ne lâchent pas contre le système PSA ! Depuis 35 jours de grève de la faim, avec leur comité de soutien unitaire, ils multiplient les initiatives pour briser l'omerta des médias, aller à la rencontre des salariéEs et de la population. Ils appellent à la solidarité face à la discrimination syndicale, au harcèlement moral subi et pour dénoncer l'accord scélérat de compétitivité signé par des syndicats minoritaires à la botte de PSA. Le NPA les soutient au quotidien pour que PSA les écoute enfin et évite ainsi une catastrophe sociale et humaine.

BRETAGNE

On ne va pas se laisser faire !

Des patates pour les cochons, les épluchures pour les Bretons… Lundi 14 octobre, de fortes délégations ouvrières des usines Gad, Marine Harvest, Tilly, Doux, se sont retrouvées, à Brest puis à Morlaix, pour bloquer l'aéroport et la voie express, pour crier avec gravité et détermination leur colère mais aussi leur désespoir.

Soutenus par les syndicats FO et CGT, ces actions se sont poursuivies sous diverses formes durant la semaine. Gad, Marine Harvest, Tilly, Doux mais aussi Boutet Nicolas, ce sont plusieurs milliers de licenciements en quelques mois. Une hécatombe, un jeu de massacre, tandis que Charles Doux reste assis sur des « lingots d'or », que l'entreprise Marine Harvest, cotée en bourse, accumule les profits et que toutes ces entreprises de « l'agro-bizness » continuent de « s'engraisser » sur le dos des travailleurs, tout en étant responsables de la mort de la véritable paysannerie de proximité et de qualité.

Une réunion pour rien

Dans les manifestations, on a entendu *« marre d'être la variable d'ajustement »*, *« nous sommes sacrifiés au profit des actionnaires »*, *« on ne va pas se laisser faire »*, mais aussi *« c'est la fin, on va tout perdre »*… Pourtant, c'est bien l'action déterminée et coordonnée des travailleurEs et la peur de l'embrasement qui a obligé Matignon à organiser une « réunion d'urgence ». Jusque-là, le gouvernement et son armada de ministres bretons étaient restés bien silencieux, impuissants face aux capitalistes de l'agro.
Résultat : le gouvernement et 14 ministres réunis en urgence ne se sont en rien opposés aux licenciements. Ils avancent bien plusieurs millions d'euros pour racheter le site de Gad à Lampaul Guimiliau, mais sans remettre en cause les 894 licenciements, laissant la main à un hypothétique repreneur… mais pour combien de salariéEs ? Oubliant au passage les autres entreprises et leurs milliers de licenciements prévisibles.
C'est la poursuite et le renforcement de l'action coordonnée qui sont nécessaires, y compris la grève et le blocage des sites qui seraient sans nul doute soutenus par la majorité de la population. C'est l'interdiction des licenciements et l'ouverture des livres de comptes qu'il faut appliquer comme la réquisition des sites, des machines et des stocks, tout en amorçant la refonte de la filière, pour une autre production de qualité et respectueuse de l'environnement. Une industrie agroalimentaire à visage humain, sous le contrôle des paysans et des salariéEs eux-mêmes.

Correspondant du NPA 29

ÉGALITÉ

Nous marchons encore

Il y a 30 ans, elle était partie dans l'indifférence quasi générale le 15 octobre 1983, et vouée à l'échec par certains. Le 3 décembre 1983, 100 000 personnes manifestaient à Paris, concluant une marche décidée par un groupe de jeunes issus des cités de la banlieue lyonnaise.

Elle fut organisée suite aux crimes racistes, aux violences policières, et à une campagne électorale marquée par la xénophobie, l'idéologie sécuritaire et des alliances électorales entre la droite et le FN comme à Dreux. L'histoire bégaye. *« Rengainez on arrive ! »* criaient les manifestantEs pour symboliser les discriminations et le racisme vécus par les habitantEs des quartiers, en particulier par les jeunes. Après avoir été « triée » en écartant « les délinquants » (sic), la délégation fut reçue par Mitterrand et les jeunes obtinrent comme seule réponse concrète la carte de séjour de 10

CEACOM LE HAVRE (76)

Les salariés relèvent la tête !

Entretien. *Les salariéEs du centre d'appel Ceacom sont en grève depuis lundi 7 octobre pour la défense de leurs revendications dans le cadre des NAO. Déjà l'an dernier, ils s'étaient fortement mobilisés avec le soutien des syndicats CGT de l'agglo. Le matin, des dizaines de militantEs viennent du port, des docks, de la pétrochimie, mais il y a aussi des habitants du quartier, pour soutenir les grévistes. Un piquet d'une centaine de salariéEs bloque l'entrée du site, avec le soutien des union locales CGT et CFDT. Entretien avec Valérie, déléguée syndicale CGT.*

Peux-tu nous expliquer ce que fait la boîte et quelles sont les conditions de travail ?
Ceacom au Havre, c'est 480 salariés, dont 340 conseillers clientèle, essentiellement des femmes et des jeunes, et de nombreux temps partiels. Les clients de la boîte sont EdF (gestion des contrats) et Orange… Elle appartient au groupe Bertelsmann (7 milliards de chiffre d'affaires, 768 millions de bénéfice). Le site existe depuis 7 ans et, même s'il emploie beaucoup de CDD, une partie du personnel est passée en CDI. Nous sommes sous le régime de la convention collective « Syntex ». Les salaires sont de 1 100 euros par mois, sans reconnaissance d'ancienneté. Nous n'avons quasiment aucun droit : pas de journée enfant malade, 10 minutes de pause rémunérée (au prorata du temps de travail), pas de prime et une pression continue sur le site. Pas question de discuter entre deux appels, et si tu vas aux toilettes, c'est décompté de ta pause.

Qu'est-ce qui a déclenché la grève et quelles sont vos revendications ?
À chaque NAO, c'est la même chose, le patron refuse toutes nos revendications. L'an dernier déjà nous avions mené une grosse grève en bloquant le site. On n'avait pas gagné sur tout, mais on avait montré qu'on était capables de relever la tête et on avait obtenu une prime exceptionnelle de Noël de 250 euros brut. La CGT a remporté les élections professionnelles suivantes. Cette année, au bout d'un mois de négociation, le patron n'a même pas regardé nos revendications. Il nous propose seulement de passer sous la convention « Presta » (de laquelle nous devrions dépendre), mais celle-ci n'est vraiment plus favorable que pour les cadres (qui gagnent le droit à l'ancienneté).
Nous, nous revendiquons une hausse de revenu sous forme d'une prime annuelle de 400 euros pour tous, trois jours enfant malade et une pause de 20 minutes rémunérée sans prorata du temps de travail. Le patron prétend qu'il n'a pas les moyens, mais il a été contraint d'admettre qu'il a une enveloppe de près de 500 000 euros… Sans parler des moyens de Bertelsmann ! Nous on veut que cette prime soit répartie également parmi tous, sans condition d'ancienneté notamment parce que ce sont les plus jeunes qui sont le plus mobilisés.

Où en est votre mobilisation et que peut-on faire pour vous aider ?
On continue la grève et le blocage du site. On en a marre de devoir se mobiliser chaque année pour pouvoir faire la fête comme tous le monde à Noël. On veut être respecté pour le travail qu'on fait et obtenir une prime permanente. Comme l'année dernière, les salariéEs sont très motivés mais on ne pourra gagner qu'avec le soutien extérieur. Vous pouvez nous aider en faisant connaître notre mobilisation, en passant nous soutenir sur les piquets de grève ou en participant à la caisse de grève.
Propos recueillis par le NPA du Havre

GAZ DE SCHISTE

Ni ici, ni ailleurs, ni aujourd'hui, ni demain

Montélimar fait des nougats, le gaz de schiste fera des dégâts… De la Drôme et de l'Ardèche mais aussi du Gard et de l'Hérault, 3 000 manifestantEs ont participé samedi 19 octobre à la manifestation de Montélimar (Drôme), à l'appel de plusieurs collectifs « Stop aux gaz et huile de schiste » dans le cadre de la journée de manifestation mondiale appelée « No Fracking Day ».

Quelques-uns étaient mêmes venus du village de Zurawlow (sud-est de la Pologne) et de Balcombe (sud de l'Angleterre), deux sites concernés par l'exploitation controversée du gaz de schiste. *« Le gaz de schiste, on n'en veut pas »* ou encore *« nos pâturages valent mieux que vos forages »* scandaient les manifestantEs qui, pendant deux minutes, se sont allongéEs sur le sol pour symboliser la menace mortelle des forages sur nos régions.

Une première victoire
Dans le Jura, à Toulouse, Lille et Paris, des rassemblements ont également eu lieu alors que le Conseil constitutionnel a validé le 11 octobre une loi de 2011 interdisant en France la fracturation hydraulique, technique utilisée pour exploiter les gaz et pétrole de schiste, adressant donc une fin de non-recevoir aux industriels. Cet avis est une première victoire contre les lobbies de « l'énergie carbonée » mais il reste l'article 2 de la loi Jacob (de juillet 2011) qui permet l'expérimentation.
À Montélimar, en présence de Christine Poupin, les militantEs du NPA ont participé très activement à ce succès où nos autocollants ont été largement diffusés. À la demande des collectifs, les partis politiques et syndicats n'étaient pas autorisés à manifester avec drapeaux et banderoles, mais du service d'ordre en passant par l'organisation pratique, la Confédération paysanne, Solidaires, Sortir du nucléaire, le PG, les Alternatifs, EÉLV et bien entendu le NPA ont montré que cette « révolte populaire » a aussi des soutiens politiques et syndicaux. La mobilisation ne faiblit pas en Drôme- Ardèche.
CorrespondantEs commission nationale écologie

FRAUDE FISCALE

Qui lutte contre ?

Depuis 2009, les gouvernements successifs nous assènent que la lutte contre la fraude fiscale est leur priorité. Priorité plus importante encore depuis l'affaire Cahuzac. Mais, d'après le dernier rapport de la Cour des comptes, au-delà des discours, les actes ne sont pas là.

Le 10 octobre 2013, la Cour des comptes a rendu un rapport sur la lutte contre la fraude fiscale dont les conclusions sont édifiantes : moyens et ressources peu voire pas adaptés, peu d'échanges entre les différents services… La Cour des comptes se demande même si la lutte contre la fraude fiscale est bien une priorité.
Pourtant la fraude fiscale représente une perte entre 60 et 80 milliards d'euros par an, selon un rapport de la commission sénatoriale du 9 octobre dernier, reprenant ainsi les chiffres avancés par Solidaires finances publiques. La Commission européenne évaluait récemment le coût de la seule fraude à la TVA en France à 32 milliards d'euros par an…

Le ministère fautif
C'est sans aucun doute le ministère de l'Économie et des Finances qui est le plus montré du doigt dans ce rapport : le manque de moyens, en particulier informatiques, est dénoncé, car selon le rapport cela laisse des milliers d'informations inexploitées. La conviction de la lutte contre la fraude semble le plus faire défaut, selon le rapport de la Cour des comptes, faisant en sorte que la fraude sociale, les fraudes faciles ou les transactions soient le quotidien. Seul bémol à ce rapport, c'est qu'il oublie de mettre en avant les milliers de suppressions de postes dans les finances publiques, ce qui constitue évidemment un frein très sérieux à la lutte contre la fraude fiscale…
Cerise sur le gâteau, la Cour des comptes relève une certaine compréhension du ministère vis-à-vis des « gros » fraudeurs fiscaux (entreprises, particuliers ou banques), avec une politique consistant à leur éviter tout tracas judiciaire… Bref, une politique du laisser faire, bien éloignée du discours public !
Sandra Demarcq

ans et des promesses assez générales sur les véritables problèmes des quartiers : les violences policières, le racisme, le chômage, la précarité, les logements insalubres, l'absence de services publics, etc. Peu de temps après, Mitterrand enterra définitivement la promesse du droit de vote pour les étrangers aux élections municipales.

Toujours d'actualité
Aujourd'hui, le constat est amer : cela a empiré « grave » ! Le 15 octobre, François Lamy, ministre de la Ville, est allé poser une plaque commémorative des 30 ans de la marche dans le quartier des Minguettes à Vénissieux. Il pense peut-être que cela suffira à cacher la faillite totale des politiques sociales et économiques appliquées dans les quartiers populaires par les différents gouvernements. Il pense aussi peut-être récupérer la marche et sa mémoire.

Toumi Djaidja, initiateur de la marche, explique dans un communiqué qu'il ne participera pas à *« un acte de récupération de la marche et qu'il ne peut signer un chèque en blanc au gouvernement »*… Il a bien raison ! Si nous voulons éviter que les institutions de leur « République » ne figent à jamais la marche sur du papier glacé ou bien qu'elle ne se résume qu'à un film, nous devons lutter dans nos rues, nos quartiers, nos lieux de travail et chômage, nos lieux de vie, contre le racisme et pour l'égalité.
Constitué pour « commémorer » de manière militante les trente ans de la marche, le collectif national « Égalité des droits/ Justice pour tou-te-s » a lancé un appel à organiser partout où c'est possible des initiatives pour montrer l'actualité de la marche et se retrouver toutes et tous ensemble pour une manifestation nationale ce 7 décembre. Cette manifestation devra réunir les sans-papiers, les Roms, les jeunes, les femmes… autour de l'égalité des droits, contre le racisme. Le NPA soutient cet appel et sera dans la rue. Par les temps qui courent, cela devrait nous servir d'antidote à la politique nauséabonde menée par Hollande, Ayrault et Valls, et contre la droite, l'extrême droite et les fascistes.
Miguel Segui

DR

Les comités en action !

Valence (26) :
réunion publique avec Christine Poupin
Ce vendredi 18 octobre, devant une quarantaine de personnes, sont intervenuEs des militantEs de différents collectifs et associations qui animent des luttes dans la Drôme et l'Ardèche : solidarité avec les sans-papiers et les sans-droits, vigilance antifasciste, luttes anti-nucléaire, lutte contre les gaz de schiste, campagne BDS et soutien au peuple palestinien présenté par Jean-Claude Amara, notre voisin ardéchois, ainsi qu'un rappel sur la luttes des travailleursEs de Reynolds.
Dans un contexte de mobilisation des lycées, l'intervention de notre porte-parole Christine Poupin, pour la construction d'une opposition de gauche à ce gouvernement, a permis d'enclencher un débat très constructif avec la salle. Livres et brochures vendus, de l'argent pour la souscription récolté, des prises de contact : bref un réseau dynamisé !

Blois (41) : en réunion avec Philippe Poutou
Une vingtaine de personnes étaient présentes vendredi 18 octobre, militants et sympathisants du NPA, mais aussi proches du PCF et quelques « nouveaux ».
Une camarade, militante du Planning familial, a informé des dernières actions contre la suppression de subventions et des premiers acquis de la lutte. Un camarade a récapitulé les licenciements dans le Loir-et-Cher : plus de 1100 de mars 2012 à septembre 2013. Et dans la même période, une quarantaine de luttes. Que faire pour avancer dans la convergence ?
Philippe a présenté différents points d'analyse posant les conditions de cette question notamment à travers l'actualité récente et les premiers moyens à développer pour avancer vers cet objectif. Le débat dans la salle s'est engagé : Quels obstacles ? Quels moyens ? Prendre contact avec les travailleurs des entreprises proches, développer les solidarités, mais aussi l'alternative politique défendue par le NPA. Dans une bonne ambiance, la discussion a été enrichissante, notamment avec les exemples concrets donnés par Philippe.

Nancy (54) :
le NPA au meeting unitaire retraites
C'est par un sympathique *« travailleuses, travailleurs »* que notre camarade du NPA54 a entamé devant une centaine de personnes son discours, lors du meeting du collectif unitaire Défendons nos retraites.
Au-delà de la « réforme » des retraites, largement présentée par les intervenants syndicaux et politiques précédents (CGT, FSU, Solidaires, Attac, UNEF, Front de gauche), c'est surtout *« la guerre de classe »* menée par le gouvernement actuel qu'a fustigée le camarade du NPA, dénonçant *« l'illusion de lutter contre le gouvernement dans la rue, et de se présenter avec le PS aux élections »*.
Notre camarade a évoqué la nécessité de faire converger les résistances sociales, politiques, écologiques, avant de conclure que *« les 99 %, le travail, les richesses, c'est nous ! »*.
Notre message a été bien accueilli par la grande majorité du public, mais aucune intervention de la salle n'était hélas prévue.

Eure : des travaux inutiles !
La sécurité qui préoccupe tant la SAPN, société d'autoroute qui colle des caméras partout sur l'A13 et supprime des emplois, est sacrifiée chaque jour à la sortie Criquebeuf où les véhicules sortent en masse pour éviter le péage de la sortie suivante à Incarville. Cela crée des bouchons immenses et des accidents. Ces nuisances ont servi de prétexte à la construction d'une rocade, et maintenant d'une nouvelle autoroute.
Le 19 octobre, plus de 150 personnes, dont le NPA, ont bloqué ce péage pour rappeler au président PS du conseil général sa promesse de tester sa suppression qui démontrerait l'inutilité de la nouvelle liaison A28-A13. Encore un projet inutile à combattre !

Chroniques municipales

À Saint-Denis, pour une liste des mobilisations

Saint-Denis est la dernière ville de plus de 100 000 habitants encore dirigée par une municipalité PCF (en alliance avec des socialistes dont quelques uns passés au PG, des écologistes, des inorganisés, des ex-PCF passés à la FASE et… Lutte ouvrière). La campagne municipale est lancée.

Dans cette ville, l'UMP ne constitue pas une menace de basculement à droite, Hollande ayant été élu à près de 70 %. L'extrême droite n'a pas d'implantation locale, même s'il semblerait que d'anciens élus de droite soient en train de chercher un parrainage du FN et peuvent nous faire une mauvaise surprise. L'enjeu pour le PS est de savoir si Hanotin, nouveau député qui a évincé Braouezec en 2012, incarnera *« le changement »* en mettant un terme à l'hégémonie du PCF depuis 1925. S'il réussissait, à Saint-Denis comme dans d'autres villes du département (Saint-Ouen, La Courneuve ou Villetaneuse où le PS se présente contre les sortantEs PCF), cela lui permettrait de compenser une partie des pertes dues à la sanction de la politique gouvernementale. Ce que le FdG ne cesse de déplorer. Déjà vice-président du conseil général et député, le jeune loup du PS se garde bien de toute référence à la politique nationale, affirmant qu'il a une *« ambition »* pour la ville comme s'il ne votait rien à l'Assemblée. Il a évidemment démarré sa campagne sur le terrain sécuritaire, ce qui fait consensus du PCF à la droite. Dans ces conditions, le FN n'a pas besoin de faire campagne…

Autoritarisme et austérité

L'équipe municipale sortante a réussi à se rallier le Front de gauche (GA comprise mais sans les Alternatifs) en faisant l'impasse sur son bilan. Elle fait taire toute critique et brandit le vote utile. Dans une position de forteresse assiégée, le staff de campagne du maire Paillard tente de mobiliser toutes celles et ceux qui ont intérêt à sa reconduction, ne répugnant pas à utiliser les vieilles ficelles du clientélisme. Il faut dire que ce n'est pas son bilan qui a une chance d'enthousiasmer : une politique brutale de rénovation urbaine visant à attirer une nouvelle population plus aisée. L'évacuation d'immeubles insalubres, en commun accord avec la préfecture, et la mise à la rue d'une cinquantaine d'habitantEs qui ont été traqués par la police tout l'été. Des services publics passés à la moulinette des réorganisations aboutissant à des privatisations (voirie, parkings…). La prise en main par des directions techniques, privilégiant les économies de coûts, provocant tensions et mobilisations des personnels, comme dans le service social ou les centres municipaux de santé. Et toujours une gestion des personnels faite d'autoritarisme et de précarité. Nous participons aux mobilisations et résistances contre les politiques d'austérité nationales mais aussi locales. C'est pourquoi le NPA a lancé un appel aux organisations, aux militantEs organiséEs ou non avec lesquelLEs nous menons ces bagarres, pour une réunion le 15 novembre afin de discuter de la constitution d'une liste qui refuse la fausse opposition PS / FdG, expliquant que demain, quel que soit le gagnant, il faudra se battre contre l'austérité et les privatisations de services publics, pour le droit au logement. Une liste pour défendre une alternative aux politiques d'austérité, proposant des mesures d'urgence, qui ne laissent pas le terrain de l'opposition à l'extrême droite. La meilleure façon de préparer les mobilisations indispensables, avant, pendant et après la séquence électorale.

Cathy Billard

Le parti en campagne

RÉGION PARISIENNE

Meeting des résistances

Mercredi 16 octobre, 350 personnes se sont rassemblées à la bourse du travail de Saint-Denis pour un meeting du NPA sous le signe des mobilisations : « stoppons ce gouvernement des riches et des patrons » *!*

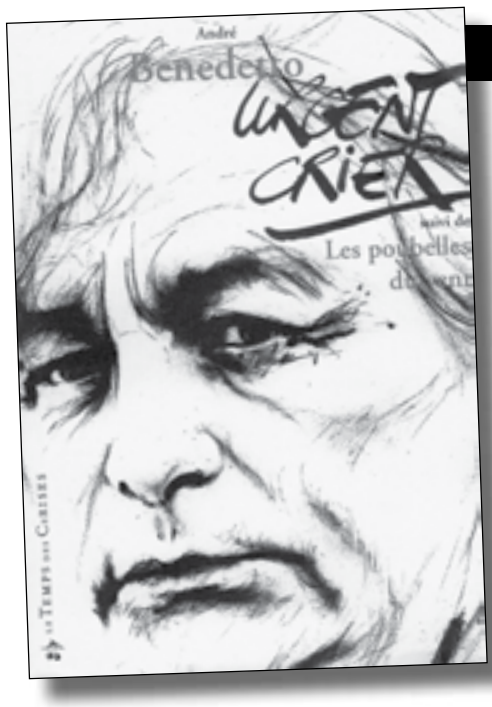
Organiser une réunion publique parisienne en dehors de la capitale, au-delà du périphérique, est toujours compliqué, même pour un parti comme le nôtre. Quelques jours après un meeting unitaire sur les retraites qui avait réuni 500 personnes en plein cœur de Paris, ils ont donc été nombreux à prendre voitures et transports en commun pour écouter Olivier Besancenot et d'autres militantEs en prise avec les luttes actuelles.

Photothèque Rouge/JMB

Paroles combatives

La réunion s'est ouverte avec les familles expulsées de la rue Gabriel-Péri de Saint-Denis qui ont pris la parole, banderole à la main. Marie-Laure Brival, porte-parole du collectif de défense de la maternité des Lilas, a présenté la lutte pour sauver cette maternité emblématique, mettant le doigt sur les renoncements du gouvernement actuel, bien loin des promesses électorales du candidat Hollande qui leur avait à l'époque rendu visite. Mina, étudiante et militante du NPA, a dressé un tableau édifiant des conditions d'études actuelles dans les lycées et les facs, cela à la veille de la première grosse journée de manifestation de la jeunesse pour le retour de Leonarda et Khatchik. Sylvain Alias, militant de Clic-P (intersyndicale parisienne du commerce) a dénoncé l'offensive du Medef en faveur du travail de nuit et de l'ouverture des magasins le dimanche, au nom de la « liberté du travail » (on croit rêver…). Venu de la SBFM de Lorient, Pierre Le Ménahès a présenté sa récente adhésion au NPA, incarnant dans son intervention vivante la fierté ouvrière et encourageant la salle à tenir tête à Sarkozy et à Hollande : *« c'est possible, je l'ai fait »* !
Enfin, pendant plus d'une demi-heure, Olivier Besancenot a démoli, non sans humour, la politique du gouvernement. De la crise en 3D (économique et sociale, écologique et politique) à la petite semaine du gouvernement où les actes racistes succèdent aux mesures antisociales et pro-Medef, en passant par le combat de Gracchus Babeuf cité en conclusion de son topo, Olivier a dynamisé la salle en vue des prochaines mobilisations et des prochaines échéances électorales. Le combat continue !

Manu Bichindaritz



Poésie

André Benedetto : « Urgent crier ! »

Durant trois jours, au théâtre des Carmes à Avignon, se tiendront du 25 au 27 octobre prochain les premières rencontres « André Benedetto » organisées par l'association Urgent crier (il s'agit du titre du premier recueil de poèmes de Benedetto).

Quatre ans après sa mort, des expositions, des débats, des spectacles reviendront sur l'œuvre de ce poète, acteur et metteur en scène. Le nom de Benedetto est bien souvent associé au festival d'Avignon. C'est en effet lui qui, en 1966, créait le festival « Off », presque par hasard : il ne s'agissait pas de créer une institution parallèle ou concurrente mais de continuer à jouer pendant le festival créé par Jean Vilar. L'idée fera son chemin puisque, quarante-cinq ans plus tard, ce sont plus de 1000 spectacles (dans des conditions économiques difficiles) qui ont été présentés cet été.

Un théâtre pour le peuple

Mais André Benedetto, c'est bien autre chose que le « fondateur » du festival Off dans lequel l'histoire du théâtre tend à l'enfermer. Car il a consacré sa vie entière à la création d'un théâtre populaire au sens où il voulait un théâtre pour le peuple, et non pour la bourgeoisie. Mais « populaire » pour lui ne signifiait pas, comme pour tant d'autres, qu'il fallait en rabattre sur l'exigence. Il avait une conception ambitieuse et politique de ce que « populaire » devait signifier. Si la politique semble avoir été tout au long de son travail une compagne de route, la question esthétique n'en a pas pour autant été évacuée, elle était précisément « la pointe avancée d'une éthique ». Et c'est jusque dans l'écriture, dans le travail avec les acteurs, dans la scénographie, dans les poèmes, qu'il cherchait la contradiction, comme s'il avait fallu, dans chaque situation, trancher cette question brûlante : de quel côté se trouvent les forces d'émancipation, et s'y ranger, quel qu'en soit le prix.

Le théâtre des Carmes, son théâtre créé il y a cinquante ans à Avignon, s'est ainsi révélé au fil des années l'espace d'où il interpellait le monde. Ainsi *Napalm*, en 1967, fut la première pièce sur la guerre du Vietnam. *Le Petit Train de Monsieur Kamodé*, en 1969, s'attaquait au démantèlement et à la privatisation des voies ferrés. *Emballage*, en 1970, mettait en scène et en images le livre I du *Capital*. Plus tard le *Jeune Homme exposé* revenait sur l'assassinat de Carlo Giuliani à Gênes en 2001. *L'Homme aux petites pierres entouré de gros canons*, sur la Palestine… Les personnages de ses pièces dessinent la source de son inspiration, celle des luttes, et il y en eut aussi quantité d'autres, anonymes… Les dizaines de pièces et de poèmes de Benedetto s'inscrivent à leur façon dans la constellation des grandes « œuvres rouges ».

Olivier Samaël

Rencontres André Benedetto les 25, 26 et 27 octobre à Avignon. Plus d'info sur le site : http://www.theatredescarmes.com

Musique

Belge de jour

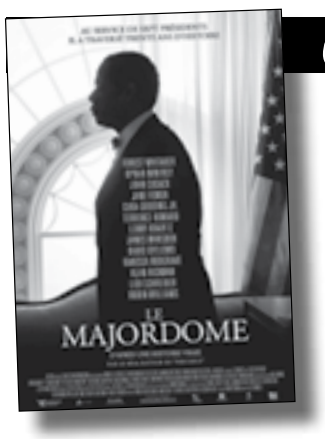
Racine carrée, Stromae, Mercury, 2013, 16 euros

Si vous suivez un peu le football, cela n'a pu vous échapper. Pendant que l'équipe de France subissait un énième sondage populiste l'accablant d'un 82 % de mauvaise opinion (de quoi remonter le moral de François Hollande au passage), tous les médias chantaient la qualité et surtout la « simplicité » des diables rouges, la sélection belge. Nos voisins, de ce pays qui ne veut presque pas en être un, ont la cote ces temps-ci, et dans tous les registres. Pendant que les bleus sont pour leur part affublés de tous les stigmates des « racailles » de banlieue, focalisent les détestations dans un climat politique saturé de FNfection, voilà que près de chez nous se rejoue un joyeux mix entre l'épopée platinienne de 1982 et la success story de 98. La France n'aime plus ses joueurs, désormais trop peu « représentatifs » on ne sait de quelle jeunesse.

La Belgique compte aussi son quota « d'immigrés » mais ils sont si sages et polis qu'ils viennent faire la vaisselle chez les gens. Le même problème affecte le rap finalement. Alors que ce courant musical faisait la fierté artistique de l'hexagone, deuxième marché du hip-hop dans le monde juste derrière les States, voilà qu'il sert aujourd'hui de défouloir aux crispations sociales (certains de ses acteurs savent y mettre de la bonne volonté) et se voit souvent appelé au banc des accusés.

En face le carton tant critique que public de Stromae sonne comme un avertissement. Celui qui pourtant désigne Booba comme une influence majeure et travailla avec Kery James (qui désormais s'égare du coté d'Alain Soral), passe pour le bon rappeur de salon. Avec ses textes bien troussés mais d'une tonalité introspective et misanthrope plus proche d'un Jacques Brel que d'un James Brown, il propose une version acceptable de l'affaire « musique urbaine ». Bien sûr, on peut légitimement être touché par les paroles de « papaoutai » (son père, parti dès son jeune âge, est mort durant le génocide rwandais) et la belle réussite chorégraphique de son clip. Reste à savoir les raisons de ce triomphe consensuel entre *le Grand Journal* et *le Figaro*… Un artiste est plus souvent l'esclave de son temps que maître de son œuvre.

King Martov



Cinéma

Le Majordome de Lee Daniels

Avec Forest Whitaker et Oprah Winfrey. Sortie le mercredi 11 septembre.

Raconter la lutte pour les droits civiques des Afro-Américains à travers la vie d'un domestique de la Maison Blanche était une démarche originale et particulièrement ambitieuse. L'inconvénient d'une fresque historique d'une telle ampleur est évidemment que les différents événements ne peuvent être que survolés… Au risque de tomber dans la caricature comme pour les séquences concernant les Black Panthers. Si Forest Whitaker, le majordome en question, sauve le film par sa présence et son talent, on ne peut pas en dire autant des différents présidents des États-Unis que le réalisateur a traités avec une complaisance qui frise la naïveté. Certains épisodes, comme les attaques du Ku Klux Klan contre des jeunes militants anti-ségrégation, sont réussis et émouvants, mais l'ensemble laisse une impression mitigée. D'autant que le film se termine par une séquence qui évoque un clip de campagne du Parti démocrate : avec Obama, tout est bien qui finit bien. Lee Daniels a tout de même le mérite de rappeler que si les États-Unis ont prétendu lutter pour les droits de l'homme et les camps de concentration dans le monde, ils en ont entretenu sur leur sol pendant deux siècles. Mais, sur le combat des Afro-Américains, on préférera de loin le film à petit budget disponible en DVD *Légitime Défens*e, où l'on retrouve d'ailleurs le même Whitaker à la tête d'une milice d'auto-défense ouvrière contre le Ku Klux Klan dans les années cinquante. Reposant sur une histoire vraie, ce film est beaucoup moins convenu que *le Majordome*. Et l'on y voit, ce qui est rare, une fraction de la classe ouvrière s'organiser pour défendre ses droits.

Gérard Delteil

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

librairie la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com

Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43

Cinéma

Omar

DE HANY ABU-ASSAD

Avec Adam Bakri, Waleed Zuaiter et Leem Lubany. Sortie le mercredi 16 octobre.

Le réalisateur du remarquable *Paradise now*, qui mettait en scène deux candidats à l'attentat suicide très éloignés des clichés sur les bombes humaines, nous livre avec Omar un magnifique thriller politique. Si le film prend pour cadre la lutte d'un commando de nationalistes palestiniens contre les occupants israéliens, il pourrait tout aussi bien se dérouler dans n'importe quel pays subissant une oppression étrangère. Trahison, amour, manipulation psychologique sont les ressorts classiques de cette tragédie où l'on voit comment un groupe armé clandestin peut facilement sombrer dans la paranoïa. Particulièrement attachant, le principal personnage, un jeune militant palestinien, est déchiré entre son sens du devoir et son désir de vivre. Va-t-il accepter le marché que lui propose le rusé officier israélien et trahir sa cause ? Nous ne le saurons que lors de la dernière séquence. En revanche, Hany Abu-Assad, qui s'est concentré sur la psychologie de ses personnages et ce suspense, ne nous dit rien de la complexité de la situation ni de possibles solutions à cet interminable conflit. Il établit froidement le constat de la cruauté d'une guerre entre occupants et occupés, sans dissimuler sa sympathie pour ces derniers, mais sans manichéisme.

Gérard Delteil

Shérif Jackson

DE NOAH ET LOGAN MILLER

Avec January Jones, Jason Isaacs et Ed Harris. Sortie le mercredi 9 octobre.

Les Miller lorgnent visiblement du côté de Tarantino et de Sergio Leone. Sans les égaler, ils nous livrent ici un bien sympathique western féministe et antiraciste qui dénonce vigoureusement le fanatisme religieux. Shérif Jackson nous compte l'histoire d'une jeune femme qui, pour se venger, va expédier *ad patres* un certain nombre de machos, à commencer par un « prophète » auto-proclamé qui est aussi le principal potentat local, sous l'œil plutôt complaisant d'un shérif original. Le film compte quelques morceaux de bravoure qui pourront figurer dans les anthologies du genre. Laissons aux lecteurs de *l'Anticapitaliste* le plaisir de les découvrir. Seul le scénario est par trop linéaire et prévisible, mais on passe tout de même un bon moment en compagnie de January Jones, la belle serial killeuse du Far-West.

Gérard Delteil

Pogrom à Moscou : l'économie du racisme

Ilya Boudraitskis a été un des fondateurs de Vperiod (« en avant »), section russe de la IVe Internationale. Ce groupe s'est élargi pour fonder le Mouvement socialiste de Russie (RSD) dont il est l'un des porte-parole. Il revient ici sur les dernières événements racistes qui se sont déroulés ces derniers jours dans la capitale russe.

DR

Le 13 octobre dernier, ça c'est passé dans le quartier *Birioulevo* dans le district sud de Moscou. Plusieurs milliers d'habitants et de militants d'extrême droite se sont réunis dans le cadre d'un rassemblement spontané, exigeant *« la fin de l'immigration illégale et de la criminalité ethnique »*. Rapidement, quelques centaines d'entre eux se sont rués sur le grand marché aux légumes se tenant à proximité et se sont livrés à un pogrom[1]. Moscou est ainsi devenu le théâtre de troubles nationalistes de grande ampleur : des images de voitures brûlées et de magasins vandalisés ont envahi toutes les chaînes de télévision.

Le meurtre d'un habitant du quartier de 25 ans, Iegor Scherbakov, perpétré la veille, était invoqué comme principal motif des incidents. Suite à une altercation avec un individu « caucasien », Scherbakov a reçu plusieurs coups de couteau et est décédé sur place tandis que le meurtrier prenait la fuite. Le crime fut mis en lien avec l'atmosphère criminelle qui règne à *Birioulevo*, du fait d'une grande concentration de migrants travaillant au marché aux légumes.

Un véritable ghetto

Birioulevo est un des quartiers les plus défavorisés de Moscou : l'absence d'une ligne de métro (qui ne devrait être construite que pour 2020), les problèmes environnementaux et l'éloignement du centre en font le lieu le plus abordable de la ville en termes de logement. Le quartier en est d'autant plus attrayant pour les migrants qui y louent des appartements et vivent souvent à deux, voire à trois, dans une seule pièce. Les habitants n'ont souvent pas accès à un emploi fixe. Sur fond d'infrastructure sociale pratiquement inexistante, l'alcoolisme et les drogues dures y sont très répandus. *Birioulevo* ressemble en fait à un véritable ghetto, où les migrants et autres habitants « de souche » marginalisés ont accumulé ces dernières années une haine viscérale les uns envers les autres.

Cette année la campagne pour l'élection du maire de Moscou est l'un des facteurs qui a mis le feu aux poudres du racisme ordinaire. Tous les candidats sans exception, du représentant du parti du pouvoir Russie Unie Sergueï Sobianine au principal opposant Alexeï Navalny, ont eu allègrement recours à une démagogie raciste pour s'attirer la sympathie du public. Comme il fallait s'y attendre, dans la course pour le titre du « meilleur raciste », c'est toujours le pouvoir en place qui gagne, car lui seul dispose des ressources suffisantes pour passer des paroles aux actes. Ainsi, en août, en plein marathon électoral, la police de Moscou se livrait à des raids brutaux sur les marchés et les chantiers de construction où la présence « d'illégaux » était avérée. Un véritable camp de concentration était installé aux alentours de la ville, où des centaines de migrants entassés comme du bétail attendaient une déportation forcée vers leur patrie d'origine.

Campagne contre la « criminalité ethnique »

Le pogrom de *Birioulevo* a également eu lieu sur fond d'une campagne agressive contre la *« criminalité ethnique »* répercutée par tous les médias contrôlés par le pouvoir. Bien qu'Alexeï Navalny ait tenté de se montrer encore plus radical sur cette question, proposant de réintroduire le régime de visas entre la Russe et les ex-républiques soviétiques asiatiques et caucasiennes, c'est bien le pouvoir qui l'a emporté, aux prix d'une xénophobie qui a supplanté toutes les questions politiques et sociales clés aux marges de l'opinion publique. Bien sûr, on ne peut pas dire que la question des migrations ait été inventée de toutes pièces par le politique. Selon différentes estimations, sur une population de 15 millions d'habitants, Moscou compte 1 à 2 millions de migrants originaires du Caucase du Sud, d'Asie centrale et du Sud-Est qui ne sont enregistrés nulle part. Toutes ces personnes occupent plusieurs secteurs de l'économie de la ville : construction, gardiennage d'immeuble, transport privé, industrie et commerce de détail. Une masse colossale de main d'œuvre dépendante et à bas prix.

Qu'il soit en situation « illégale » ou même « légale », le migrant est une personne de second rang : à tout moment il peut être victime de l'impunité policière, d'une tromperie de son employeur ou de la xénophobie agressive d'une part importante de la population dite « de souche ». Dans cette situation, la « communauté » des pairs, dont les leaders sont en fait des marchands de main d'œuvre ou sont liés au crime organisé, constitue sa seule protection.

> Dans la course pour le titre du « meilleur raciste », c'est toujours le pouvoir en place qui gagne

Diviser toujours plus

Le racisme qui traverse la société russe produit des lignes de division partout où cela est possible : les Russes détestent les « noirs »[2], et les Caucasiens, à leur tour, regardent les ressortissants d'Asie centrale avec mépris. Et cela se reproduit au niveau économique : la police, menaçant en permanence de mener des « vérifications », reçoit des pots-de-vin de la part des commerçants caucasiens qui exploitent le travail de leurs compatriotes et des migrants des républiques asiatiques. Le citoyen lambda n'est évidemment pas indifférent à cette immense sphère économique opaque et semi criminelle. Et c'est manifestement ce qui est en train de se passer, tandis que le gouvernement russe fait face à un problème évident de stagnation économique et parle ouvertement de la nécessité de faire des coupes sombres dans le budget. Récemment, le Premier ministre Dmitri Medvedev invoquait *« l'augmentation de la productivité du travail »* comme une des principales mesures de dépassement de la crise. Selon lui, celle-ci est actuellement trop faible et ne correspond pas aux salaires élevés dont bénéficie la population russe.

Pendant la crise, l'horreur…

Alors qu'ils sont occupés à détruire les services publics et à baisser les salaires, les dirigeants peuvent caresser la majorité dans le sens du poil en recourant à l'humiliation publique des minorités. C'est ce type de geste populiste cynique qui a été posé juste après le pogrom de *Birioulevo* : le marché aux légumes a été fermé, plus de 1000 migrants en situation illégale ont été arrêtés et le meurtrier de Scherbakov a été trouvé et arrêté en un temps record. L'homme, un marchand de fruits misérable originaire d'Azerbaïdjan, a subi une arrestation « exemplaire » dans le cadre de laquelle les forces de l'ordre ont allègrement recouru à la force, avant d'être livré au ministre de l'Intérieur Kolokoltsev en personne. Les images ont été diffusées sur toutes les chaînes de télévision, provoquant sans doute la joie instantanée des citoyens de *Birioulevo* sympathisants des responsables des pogroms[3].

Cependant, l'horreur de l'État et de la société capitaliste, c'est bien le fait que tout un chacun peut se retrouver à la place de Scherbakov et de son meurtrier. La vie d'un migrant ou d'un travailleur russe ne coûte pas plus cher que ses droits civiques. Mais dans cette lutte intestine insensée des exploités et opprimés, les juges seront toujours issus de la classe dominante prête à tout pour maintenir son hégémonie.

Traduit du russe par Matilde Dugaucquier

1. En russe, le terme « pogrom » est employé pour qualifier toute agression à caractère raciste impliquant un nombre assez élevé de personnes (ndt.)
2. Le terme « noir » désigne ici toutes les populations d'origine caucasienne : Tchétchènes, Géorgiens, Azéris, etc. (ndt.)
3. Des images de l'arrestation spectaculaire sont disponibles notamment ici : http://www.rferl.org/content/russia-zeynalov-azerbaijan-reaction-murder-suspect/25138882.html

Vu ailleurs

le Parisien

Louer des taudis rapporte gros. En cinq ans, entre 2008 et 2013, la SCI Dylan [...] aurait perçu pas moins de 150 000 euros en louant des taudis à Aubervilliers à raison de 400 euros par mois en moyenne par logement. Sans aucune autorisation, cette société a transformé un ancien plateau industriel situé au-dessus d'ateliers utilisant des produits solvants très polluants et inflammables en 19 logements. Cloisons en contreplaqué, fenêtres minuscules, électricité défectueuse… L'état des lieux était effrayant et le rapport des pompiers accablant. En cas d'incendie, les occupants n'auraient pas pu sortir ni recevoir de secours. Une soixantaine de personnes, pour la plupart des Haïtiens sans papiers, vivaient dans ces chambres infestées de cafards et de fourmis. [...] Tout au long de l'enquête, les animateurs de la société ont nié les faits [...]. Cédric, 24 ans, l'un des associés, est peu loquace, même lorsque le président du tribunal lui fait remarquer : « En 2012, vous avez pourtant perçu 94 000 euros de revenus fonciers. Ça se voit sur un compte. »

Extraits de Nathalie Perrier, « Ils louaient des taudis 400 euros par mois », *le Parisien*, samedi 19 octobre.

S'abonner

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à :
NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

☐ Hebdo *(14 euros/trimestre)*
☐ Hebdo + Mensuel *(25 euros/trimestre)*

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

☐ Hebdo *(10 euros/trimestre)*
☐ Hebdo + Mensuel *(19 euros/trimestre)*

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
Code postal : .....
Ville : .....
Mail : .....

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT | CODE GUICHET

Date : .....
Signature :

Établissement teneur du compte

Banque : .....
Adresse : .....
.....
Code postal : .....
Ville : .....

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	☐ 6 mois *28 euros*	☐ 1 an *56 euros*
Mensuel	☐ 6 mois *22 euros*	☐ 1 an *44 euros*
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois *50 euros*	☐ 1 an *100 euros*

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	☐ 6 mois *20 euros*	☐ 1 an *40 euros*
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois *38 euros*	☐ 1 an *76 euros*

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org